



Perspectives macroéconomiques mondiales

L'intelligence artificielle et l'économie mondiale :
un cadre de référence pour les investisseurs

Edoardo Cilla, Ph. D.

Directeur en chef et
stratège principal

Salman Ahmed, Ph. D.

Chef mondial de la
macroéconomie et de la
répartition stratégique
de l'actif

Tony Lee

Directeur en chef adjoint,
Marketing des produits
et du contenu



Table des matières

Sommaire	3
Notre cadre d'analyse fondé sur des scénarios pour évaluer la révolution de l'IA	4
Un problème multidimensionnel	5
Principales conclusions : répercussions macroéconomiques	7
Incidence sur la croissance du PIB réel mondial : positive, mais progressive	7
Incidence sur l'inflation mondiale : effet inflationniste avant d'être désinflationniste	10
Incidence sur les taux réels d'équilibre mondiaux : probablement mitigée	12
Conclusions	14
Annexe : Notre cadre descendant d'évaluation de la transition vers l'IA	15
Pilier 1 – Un pays peut-il développer l'IA tout en conservant une autonomie stratégique résiliente?	16
Pilier 2 – Un pays peut-il tirer parti de l'IA pour favoriser une croissance économique structurelle?	23

Sommaire

- Chez Fidelity International, nous abordons la révolution de l'intelligence artificielle (IA) à travers un cadre intégré qui allie une analyse ascendante des entreprises et des secteurs à une analyse macroéconomique descendante. Ce travail d'analyse ascendante, qui s'appuie notamment sur les conclusions de notre sondage auprès des analystes de Fidelity, nous aide à comprendre comment chaque entreprise adopte l'IA et où se manifestent les gains de productivité.
- Le présent document explique le pilier « analyse descendante » de ce cadre, qui vise à évaluer l'incidence potentielle de l'IA sur des variables macroéconomiques telles que la croissance du PIB réel, l'inflation et les taux d'intérêt d'équilibre, en examinant l'ensemble de la chaîne de valeur de l'IA, depuis l'énergie et les minéraux essentiels jusqu'aux semi-conducteurs, en passant par les données, les modèles et les applications concrètes.
- L'incertitude étant exceptionnellement élevée, ce pilier de notre cadre s'appuie sur des scénarios plutôt que sur des prévisions figées. Nous évaluons à la fois les atouts et les maillons faibles qui déterminent si les pays sont en mesure de produire des modèles d'IA et s'ils peuvent en tirer parti à une échelle suffisamment large pour générer de la croissance économique. Cela inclut le financement, la sécurité énergétique, les compétences, la structure sectorielle, la capacité d'adaptation de la main-d'œuvre, la réglementation et les contraintes environnementales. Les forces géopolitiques, notamment les récents contrôles à l'exportation portant sur les modèles d'IA et les puces de pointe, ainsi que les inégalités, constituent les principaux facteurs sous-jacents qui façonnent à la fois la production et la diffusion de l'IA.
- Nous continuerons à actualiser nos hypothèses à mesure que de nouvelles données seront disponibles. Nous approfondirons également notre analyse dans un prochain document, en nous concentrant sur la manière dont l'IA pourrait influencer les rendements des marchés de capitaux par le biais des taux réels et des bénéfices des entreprises, principalement en raison de son incidence sur les coûts de main-d'œuvre, les charges d'intérêts et l'impôt sur les sociétés.

Principales conclusions (scénario de référence)

- Dans notre scénario de référence, l'IA devrait stimuler la croissance du PIB réel, mais de manière progressive plutôt qu'explosive, grâce à une productivité accrue, une innovation plus rapide et des investissements plus importants. Toutefois, les pays ne pourront pas exploiter pleinement son potentiel si des maillons faibles dans des domaines tels que l'énergie, le capital, les compétences, l'adoption ou la fragmentation géopolitique viennent ralentir sa diffusion.
- En matière d'inflation, l'IA devrait d'abord avoir un effet inflationniste avant de devenir désinflationniste, ce qui se traduirait par un effet net globalement neutre dans notre scénario de référence : les investissements dans l'électricité, les centres de données et les puces électroniques peuvent créer des goulots d'étranglement et accroître la volatilité de l'inflation, tandis que les gains de productivité qui s'ensuivront devraient faire baisser les coûts. L'IA devrait également exercer une légère pression à la hausse sur le taux réel d'équilibre, R^* , la productivité et la demande d'investissement agissant comme des facteurs haussiers, tandis que le vieillissement démographique, les inégalités et l'épargne de précaution agissent comme des facteurs compensateurs.
- L'incidence macroéconomique de l'IA reste tributaire des scénarios : la croissance du PIB réel, l'inflation et R^* pourraient diverger sensiblement entre nos scénarios de faible IA et de forte IA. Nous suivrons donc de près les données ascendantes au niveau des entreprises et des secteurs, parallèlement aux données macroéconomiques descendantes, afin de déterminer si les probabilités évoluent entre les scénarios à forte, moyenne et faible présence de l'IA.
- Chaque grande économie possède des atouts qui lui sont propres et un potentiel inexploité ; et bien que les États-Unis et la Chine soient aujourd'hui en tête, aucun pays n'est autonome. Les États-Unis disposent de modèles, de capitaux et de l'infonuagique ; la Chine, d'une envergure et d'une profondeur industrielle ; l'Europe, d'épargne et d'un savoir-faire scientifique ; quant aux pays asiatiques, ils maîtrisent la robotique, les minéraux, la mémoire et la fabrication.
- L'IA a des implications constructives pour les investisseurs. Nous avons déjà intégré les implications d'une croissance plus forte du PIB dans [nos dernières hypothèses sur les marchés de capitaux](#) sous la forme d'une hausse des chiffres d'affaires globaux des entreprises, tandis que les dynamiques liées à l'IA et d'autres forces structurelles devraient maintenir les taux au-dessus des niveaux extrêmement bas observés après la crise financière mondiale et avant la pandémie de COVID-19. D'un point de vue ascendant, la dispersion sera importante : le déploiement global n'en est encore qu'à ses débuts et certaines valorisations intègrent déjà des attentes élevées, mais la chaîne de valeur de l'IA s'étend au-delà des chefs de file technologiques les plus en vue. Les investisseurs devraient éviter de considérer l'IA comme un simple sujet lié aux actions américaines, aux puces électroniques ou au secteur technologique, et privilégier plutôt une diversification sélective, une discipline en matière de valorisation et une analyse prospective des entreprises capables de transformer l'IA en avantage concurrentiel et en croissance durable des bénéfices.

Notre cadre d'analyse fondé sur des scénarios pour évaluer la révolution de l'IA



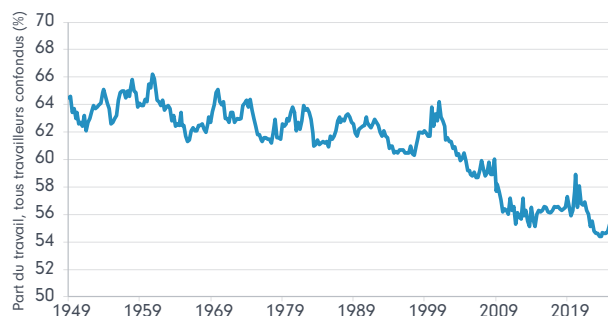
Salman Ahmed, Ph. D.
Chef mondial de la macroéconomie et de la répartition stratégique de l'actif

Les différents pays, secteurs et groupes sociaux vivront la transition vers l'IA de manière différente; il est donc prudent de reconnaître qu'un large éventail de résultats macroéconomiques potentiels est envisageable. À ce titre, nous avons mis en place un cadre fondé sur des scénarios pour évaluer l'incertitude entourant les effets macroéconomiques de l'IA dans nos [hypothèses relatives aux marchés de capitaux pour le premier semestre 2026](#), en définissant dans un premier temps trois scénarios possibles : « IA forte », « IA faible » et un scénario de référence, chacun d'entre eux donnant lieu à des hypothèses différentes selon les catégories d'actifs. Le présent document marque une nouvelle étape de notre processus continu et évolutif. Il vise à nous indiquer quels pays bénéficieront de l'IA et de quelle manière, en établissant un cadre prospectif reposant sur deux piliers pour évaluer ses répercussions descendantes sur la croissance du PIB réel, l'inflation et les taux d'intérêt :

1. [Un pays peut-il développer l'IA tout en conservant une autonomie stratégique résiliente?](#) Cela dépend de sa capacité à mobiliser d'importants capitaux publics et privés, à s'assurer un approvisionnement abondant en énergie et en intrants stratégiques, à accéder à des données exploitables et à une infrastructure de modélisation, ainsi qu'à attirer les talents et les entrepreneurs capables de transformer ces éléments en capacités de pointe. Dans un monde fragmenté, la géoéconomie détermine si les intrants restent disponibles et abordables, ou s'ils deviennent des goulots d'étranglement dans une lutte plus large autour de la technologie et des chaînes d'approvisionnement.
2. [Un pays peut-il tirer parti de l'IA pour favoriser une croissance économique structurelle?](#) Le véritable test consiste à savoir si l'IA parvient jusqu'aux entreprises, aux travailleurs et aux services publics de tous les jours. Cela dépend de facteurs tels que les tendances politiques, la structure économique, la capacité d'adaptation de la main-d'œuvre, l'impact environnemental et la gouvernance, ainsi que de la question de savoir si l'IA se diffuse largement ou se concentre dans certains pays, secteurs et entreprises.

Notre scénario de référence, de même que les scénarios « IA forte » et « IA faible », doivent être considérés comme différentes combinaisons de capacités de production et de diffusion. Le canal de répartition joue un rôle central : plus la transition est inégale, plus le multiplicateur de demande, le consentement social et la pérennité politique d'une croissance tirée par l'IA s'en trouvent affaiblis. Ce risque est amplifié par la baisse persistante de la part du travail dans le revenu; aux États-Unis, celle-ci est passée de 60 à 65 % avant 2000 à environ 55 % ces dernières années (figure 1). Si l'IA ne fait qu'accroître les bénéfices, les rentes du capital et les rémunérations des travailleurs hautement qualifiés, elle

Tableau 1 – Baisse de la part du travail aux États-Unis



Sources : Bureau of Labor Statistics, Fidelity International, 30 juin 2026.

renforcerait cette tendance, affaiblissant la demande des ménages et augmentant le risque de réaction politique hostile.

Dans le cadre plus large de notre stratégie d'investissement, nous combinons les conclusions de notre analyse descendante avec des perspectives ascendantes, telles que les résultats de notre [sondage auprès des analystes](#). L'analyse ascendante est essentielle, car elle contribue à étayer nos hypothèses descendantes, tandis que les prévisions descendantes fournissent le contexte permettant de définir les thèses d'investissement ascendantes. C'est grâce à l'accumulation et à l'intégration itératives de ces multiples perspectives à travers les secteurs, les régions et les catégories d'actifs, que nous sommes en mesure d'analyser les thèmes d'investissement les plus complexes.

Les hypothèses et conclusions présentées dans ce document doivent donc être considérées comme un cadre évolutif, plutôt que comme des prévisions figées. Nous continuerons de les mettre à jour à mesure que de nouvelles données seront disponibles concernant l'adoption de l'IA, les investissements, la productivité, les effets sur l'emploi et les réponses politiques, tout en reconnaissant que l'incertitude entourant ces variables devrait rester élevée. La prochaine phase de ces travaux portera plus directement sur les effets sur les marchés de capitaux, à travers l'analyse des dynamiques concurrentielles, des répercussions sur le marché du travail et des réponses politiques potentielles (par exemple, des ajustements fiscaux) sur les marges bénéficiaires des entreprises et les valorisations d'actifs.

Tableau 2 – Notre cadre prospectif à deux piliers pour évaluer les répercussions descendantes de l'IA

Production d'IA de pointe	L'IA au service de la croissance structurelle
- Financement public et privé - Énergie et minéraux - Données et variables d'entrée de modèles - Talents et écosystème entrepreneurial	- Structure sectorielle de l'économie - Capacité d'adaptation de la main-d'œuvre - Impact environnemental - Gouvernance, sécurité, confiance
GÉOÉCONOMIE	INÉGALITÉS

Un problème multidimensionnel



« Des périodes comme celle que nous traversons actuellement sont rares, car elles combinent une rupture avec le régime macroéconomique dominant et l'émergence d'une technologie capable de remodeler les fondements de notre économie et de notre société. »

Edoardo Cilla, Ph. D.

Directeur en chef et stratège principal

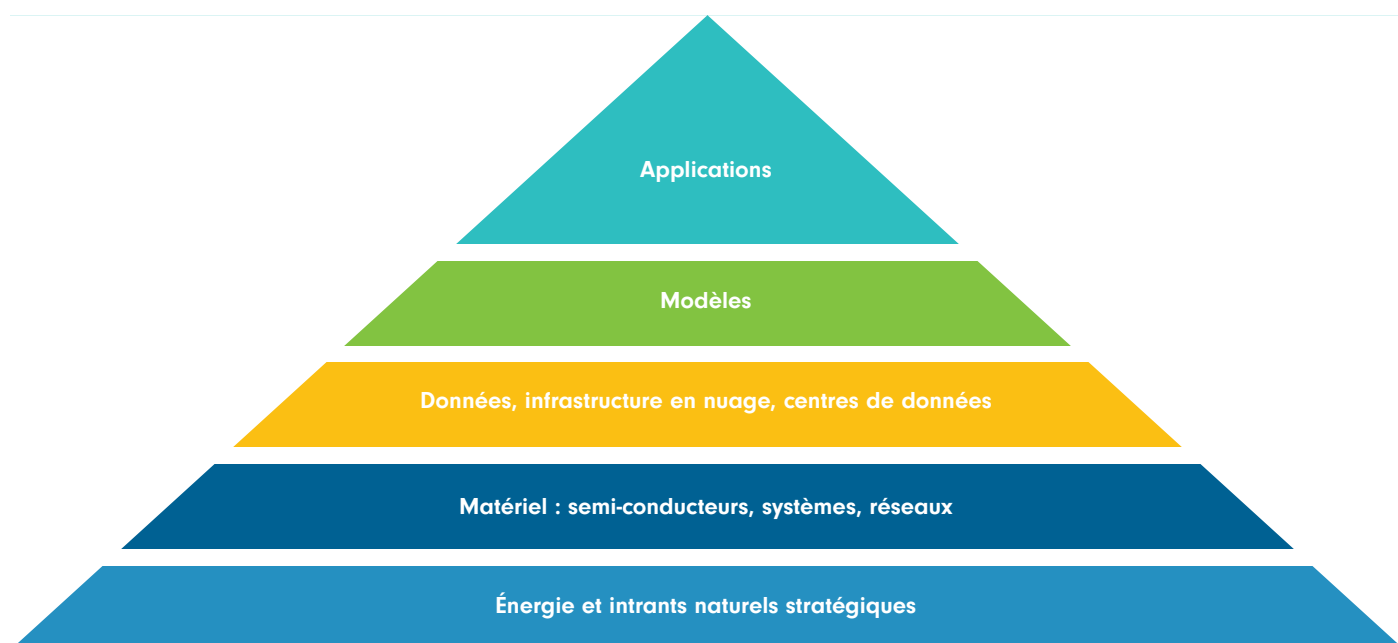
Avant 2020, les investisseurs et les entreprises s'étaient habitués à un cadre réglementaire relativement stable, à une intégration mondiale poussée, à une inflation et à des taux d'intérêt réels faibles, ainsi qu'à la conviction que l'interdépendance économique contribuerait à contenir les tensions géopolitiques. Bon nombre de ces hypothèses semblent aujourd'hui moins sûres. Le commerce s'est davantage politisé, la politique budgétaire est de plus en plus entravée par une dette publique élevée, la sécurité énergétique est redevenue une priorité stratégique et la coopération mondiale s'est compliquée. Tout cela se produit précisément au moment où l'IA commence à nécessiter davantage d'envergure, de confiance et d'infrastructures partagées.

L'IA fait également son apparition à un moment où l'économie mondiale est déjà mise à rude épreuve sur divers fronts; son incidence ne peut donc être comprise qu'à la lumière de ses interactions avec les autres forces macroéconomiques clés qui définissent notre époque :

- **Démographie** : Nous traversons une période sans précédent de hausse de la dépendance des personnes âgées. La robotique renforcée par l'IA pourrait contribuer à accroître la productivité d'une main-d'œuvre rare, tandis que les métiers existants risquent d'être bouleversés.
- **La dette publique** est élevée, or l'IA nécessite des investissements considérables dans les centres de données, les réseaux électriques, les micropuces, les compétences et les services publics.
- **Les inégalités** se sont accrues dans de nombreux pays au cours des dernières décennies, et les craintes initiales selon lesquelles l'IA aggraverait ce phénomène montrent à quelle vitesse l'enthousiasme pour la technologie peut se transformer en résistance politique si les bénéfices profitent principalement au capital, aux plateformes et aux travailleurs hautement qualifiés.
- **Le climat** est une autre variable importante, car l'IA nécessite d'importantes quantités d'électricité et d'eau, même si elle peut également contribuer à améliorer la gestion du réseau électrique, la découverte de nouveaux matériaux et l'efficacité énergétique.
- **Fragmentation géopolitique** : L'IA s'est développée au sein d'une économie profondément mondialisée, et sa chaîne de valeur est véritablement mondiale. Cependant, les gouvernements tentent désormais de localiser ou de restreindre les intrants qui rendent l'IA possible, au moyen de contrôles à l'exportation et de filtrages technologiques. L'affaire Fable 5 relative aux contrôles à l'exportation et la prise de participation éventuelle de 5 % du gouvernement américain dans OpenAI montrent que l'IA s'inscrit désormais dans le pouvoir étatique et la diplomatie mondiale.

Tableau 3 – La révolution de l'IA ne se limite pas au matériel ou aux logiciels

Ces dernières années, l'attention des investisseurs s'est portée tour à tour sur les différents éléments de la pile d'IA.



À titre d'illustration seulement.

Source : Fidelity International, juillet 2026.

La situation est-elle différente cette fois-ci?

L'IA se distingue des précédentes technologies de rupture sur trois points fondamentaux :

1. Elle peut agir avec un certain degré d'**autonomie**, ce qui signifie qu'elle est capable d'effectuer des tâches, de formuler des recommandations et d'interagir avec d'autres systèmes, en accomplissant des tâches cognitives autrefois considérées comme exclusivement humaines.
2. Son **adoption** est beaucoup plus rapide, car les logiciels se diffusent rapidement par l'intermédiaire des plateformes en nuage, des outils d'entreprise et des applications grand public.
3. Elle peut contribuer à une **génération rapide d'idées**, ce qui la rend pertinente non seulement pour exécuter plus efficacement les processus existants, mais aussi pour la recherche, l'innovation et la création de nouveaux produits.

Ces facteurs confèrent à la révolution de l'IA un potentiel plus puissant que celui des vagues d'innovation précédentes, mais rendent également ses effets économiques plus difficiles à évaluer en se fondant uniquement sur des comparaisons historiques. Une approche prospective est donc essentielle pour évaluer les répercussions de l'IA sur l'ensemble des économies, qu'il s'agisse des marchés du travail, des soins de santé, de la défense, de la politique industrielle ou de la répartition des revenus au sein des pays et entre eux.

De plus, l'IA ne se résume pas à une simple question de puces électroniques, car sa chaîne de valeur englobe l'énergie et les intrants naturels, le matériel semi-conducteur, l'infrastructure en nuage, les données, les modèles et, enfin, les applications. Il ne s'agit pas uniquement d'une affaire américaine. À elle seule, la chaîne des semi-conducteurs relie la conception de puces aux États-Unis, les équipements de lithographie européens, la mémoire à large bande passante coréenne, la fabrication et le conditionnement taïwanais, ainsi que l'expertise chinoise dans le traitement des minéraux essentiels.

Il en résulte un tableau très incertain qui a donné lieu à un large éventail de prévisions, allant de celles qui présentent l'IA comme le début d'un nouvel âge d'or de la productivité à celles qui mettent en garde contre des perturbations du marché du travail, l'instabilité sociale, les conflits géopolitiques et une concentration excessive du pouvoir. Ces deux perspectives reflètent chacune une partie de la vérité, bien qu'aucune ne soit suffisante à elle seule.



Principales conclusions : répercussions macroéconomiques

Il est difficile d'isoler les répercussions macroéconomiques de l'IA, car celle-ci fait son apparition à une époque marquée par des changements rapides induits par divers facteurs, tels que l'ajustement post-COVID, les contraintes budgétaires, l'évolution démographique, la fragmentation géopolitique, le protectionnisme et les chocs énergétiques. Néanmoins, notre cadre analytique est conçu pour nous aider à simplifier cette complexité, grâce à une analyse au niveau national qui nous permet d'évaluer les effets probables de l'IA sur les principales variables macroéconomiques dans différents pays :

- [Croissance du PIB réel](#)
- [Inflation](#)
- [Taux d'intérêt](#)

Notre cadre plus large intègre des analyses ascendantes issues de l'ensemble de notre vaste plateforme de recherche mondiale, notamment grâce à des initiatives telles que notre sondage périodique auprès des analystes, qui nous permettent de mieux comprendre les effets macroéconomiques nets de l'IA en saisissant simultanément les variations de multiples variables sous-jacentes.

Une force macroéconomique positive

Dans l'ensemble, selon notre scénario de référence, l'IA devrait être considérée comme une force macroéconomique positive par les investisseurs. Elle devrait stimuler la croissance du PIB réel, ce qui est une bonne nouvelle pour les entreprises, car une économie plus vaste et plus productive devrait favoriser une croissance plus forte des revenus à long terme. Les taux nominaux devraient également rester plus élevés qu'avant la pandémie, car l'inflation, les taux réels d'équilibre et la prime de terme s'établissent tous à des niveaux plus élevés, notamment grâce au développement de l'IA.

Incidence sur la croissance du PIB réel mondial : positive, mais progressive

La croissance du PIB réel dépend de deux facteurs : la productivité du travail, c'est-à-dire la quantité produite par chaque travailleur, et le nombre de travailleurs. L'IA peut stimuler le premier facteur grâce à diverses activités, notamment un codage plus rapide, des analyses moins coûteuses, un meilleur service à la clientèle, une logistique plus efficace, une recherche accélérée et la refonte des processus d'affaires. En revanche, son effet sur le second facteur est beaucoup moins prévisible.

La question essentielle va au-delà de savoir si l'effet sur l'emploi est globalement positif ou négatif; ce qui importe également, c'est la manière dont cet effet se répartit entre les travailleurs, les secteurs et les régions. L'IA peut être un complément pour certains travailleurs, créer de nouvelles activités, remplacer certaines tâches et réduire la demande de main-d'œuvre dans certains secteurs. Toutefois, un essor de l'IA dont les bénéfices ne profiteraient qu'à un groupe restreint d'entreprises, de détenteurs de capitaux et d'employés hautement qualifiés, tout en entraînant des suppressions d'emplois, en créant des pressions sur les salaires et en affaiblissant les perspectives de carrière, pourrait se traduire par un multiplicateur de consommation global plus faible que ne le laissent supposer les chiffres de productivité. La consommation globale, principal moteur de la demande dans la plupart des grandes économies, pourrait même s'affaiblir.

À cet égard, les comparaisons historiques ne sont utiles que dans une certaine mesure, car l'IA diffère des précédentes technologies de rupture. L'incertitude se traduit donc par un éventail extrêmement large de prévisions, dont certaines semblent davantage destinées à attirer l'attention qu'à être considérées comme une analyse macroéconomique sérieuse. Notre approche pour évaluer ces dynamiques complexes consiste à combiner plusieurs perspectives prospectives, en associant des données macroéconomiques descendantes à des analyses ascendantes portant sur les entreprises et les secteurs. Les résultats se présentent sous la forme d'une série de scénarios possibles que nous pouvons faire évoluer au fil du temps, à mesure que de nouveaux renseignements deviennent disponibles.

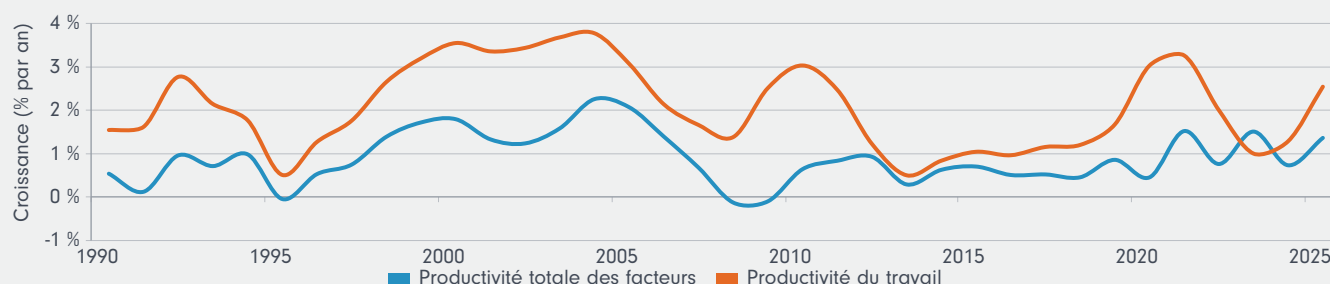


La transition vers l'IA se traduit actuellement par un essor des dépenses d'investissement, plutôt que par un essor de la productivité

Aux États-Unis, l'IA est déjà perceptible dans le cycle d'investissement. Le PIB réel a progressé de 1,6 % en rythme annualisé au premier trimestre de 2026, soit un taux inférieur à son estimation de croissance tendancielle à long terme de 2,0 %, tandis que les investissements des entreprises, notamment dans les infrastructures d'IA, ont été le principal facteur de croissance. Ces données suggèrent que l'économie connaît actuellement un essor des infrastructures et des dépenses d'investissement, plutôt qu'un essor de la productivité à l'échelle de l'économie. Cet écart entre l'adoption de l'IA et les gains de productivité réels n'est pas surprenant, car si une entreprise peut se procurer rapidement des outils d'IA, il lui faut davantage de temps pour repenser ses flux de travail, modifier ses mécanismes d'incitation, former son personnel, intégrer ses données et déterminer quelles décisions peuvent être déléguées en toute sécurité aux machines.

Deux variables importantes à suivre sont notamment la productivité du travail et la productivité totale des facteurs (PTF) (figure 4). La productivité du travail augmente généralement plus rapidement, car elle reflète non seulement les gains d'efficacité, mais aussi l'intensification du capital et l'évolution de la qualité de la main-d'œuvre. Aux États-Unis, depuis 2022, la productivité du travail a augmenté (2,5 % en rythme annualisé) davantage que la productivité totale des facteurs (1,4 % en rythme annualisé), ce qui s'explique par une hausse des investissements et l'utilisation d'outils plus performants. Parallèlement, cet écart reste globalement conforme aux tendances historiques; il ne constitue donc pas encore la preuve d'un régime de productivité anormal, même si les premiers signes sont encourageants.

Tableau 4 – Le cas des États-Unis – productivité totale des facteurs par rapport à la productivité du travail (croissance mobile sur trois ans, annualisée)



Sources : FRED, Fidelity International, 30 juin 2026.

Les pays ne peuvent pas se contenter de profiter sans contrepartie de l'adoption de l'IA à l'étranger.

Le document de l'OCDE intitulé « AI meets trade » (en anglais seulement) est particulièrement important, car il établit un lien entre l'adoption de l'IA, le commerce international, la structure sectorielle et les retombées entre pays à l'aide d'un modèle micromacroéconomique. Les auteurs estiment que, selon leur scénario central, l'IA pourrait augmenter la croissance du revenu réel par habitant de 0,1 à 0,95 point de pourcentage par an dans l'ensemble des économies de l'OCDE et du G20 au cours de la prochaine décennie. La leçon essentielle à retenir est que les pays ne peuvent pas se contenter de profiter sans contrepartie de l'adoption de l'IA à l'étranger. Des importations à forte intensité d'IA et moins coûteuses pourraient aider les pays à la traîne, mais le maintien de la compétitivité, en particulier dans les secteurs fortement exposés à l'IA, nécessite une forte adoption à l'échelle nationale. Dans notre cadre plus large, cela renforce l'idée selon laquelle les économies auront du mal à exploiter pleinement le potentiel de l'IA en termes de PIB si elles ne contrôlent pas au moins une partie de la chaîne de production et de diffusion de l'IA, notamment le capital, les données, les compétences, l'énergie et la mise en œuvre au niveau des entreprises.

Les gains de productivité pourraient ne pas se traduire à l'identique en production.

Yotzov, Barrero, Bloom et leurs coauteurs ont interrogé près de 6 000 chefs des finances, chefs de la direction et autres membres de la haute direction aux États-Unis, au Royaume-Uni, en Allemagne et en Australie. Au cours des trois prochaines années, ils s'attendent à ce que l'IA fasse progresser la productivité de 1,4 %, augmente la production de 0,8 % et entraîne une baisse de l'emploi de 0,7 %. Il s'agit là d'un avertissement utile sur le plan microéconomique : même lorsque les entreprises s'attendent à un gain de productivité, elles ne s'attendent pas à ce qu'il se traduise à l'identique en volume de production, en partie parce que l'emploi s'ajuste en conséquence.

Karger et ses coauteurs parviennent à une conclusion tout aussi modérée en utilisant une méthode de sondage différente. Ils ont interrogé des économistes, des employés d'entreprises spécialisées dans l'IA, des chercheurs en politiques d'IA et des prévisionnistes particulièrement fiables sur les effets futurs de l'IA sur l'économie américaine. La médiane des répondants s'attendait à de fortes améliorations des capacités de l'IA d'ici 2030, mais prévoyait tout de même une croissance annuelle du PIB d'environ 2,5 %, supérieure aux scénarios de référence conventionnels à moyen et à long terme, mais loin des niveaux spectaculaires. Même dans un scénario d'« IA forte », où les systèmes d'IA surpassent les performances humaines dans de nombreuses tâches cognitives et physiques, les experts prévoient que la croissance annualisée du PIB atteindra environ 4 % d'ici 2050, ce qui représente un changement majeur, mais reste toutefois dans les limites de ce qui a été observé historiquement.

Des effets positifs, mais non spectaculaires (horizon de placement stratégique de dix ans)

Scénario de référence : scénario d'IA prévoyant une hausse modérée de la croissance du PIB

En combinant les conclusions de notre propre analyse pilier par pilier et celles d'études externes fiables qui s'appuient sur des méthodologies différenciées, notre scénario de référence est que l'effet net sur la croissance sera probablement positif, mais progressif. L'IA fait progresser la croissance mondiale de la productivité d'environ 80 points de base, même si cela ne se traduit pas mécaniquement par une croissance du PIB réel. Le canal de l'emploi compense environ 40 points de base de cette impulsion brute de productivité, ce qui se traduit par un effet net positif sur la croissance tendancielle du PIB réel mondial d'environ 40 points de base, avec des écarts importants d'une région à l'autre. Cette hypothèse tient également compte du canal de répartition, car certains travailleurs et certains secteurs en bénéficient plus rapidement que d'autres. Il n'en reste pas moins qu'il s'agit d'une bonne nouvelle pour nos hypothèses globales concernant les marchés de capitaux, car une croissance plus forte du PIB réel se traduit, dans nos modèles, par une croissance plus forte du chiffre d'affaires des entreprises.

Scénario d'IA avec une forte croissance du PIB

L'IA ajoute environ 1,5 point de pourcentage à la croissance tendancielle, ce qui serait certes très positif, mais ne constituerait pas pour autant un décollage fulgurant. Pour parvenir à ce résultat, il faudrait une diffusion plus rapide des agents d'IA, une innovation scientifique et des processus d'affaires plus forte, une adoption plus large au-delà des grandes entreprises technologiques, ainsi qu'une transition de l'emploi plus en douceur que ce que nous supposons actuellement. Des perturbations sur le marché du travail subsisteraient, mais la création de nouvelles tâches et une meilleure adaptation du marché du travail maintiendraient l'incidence négative sur l'emploi à un niveau bien plus faible, se situant entre 0 et 10 points de base, ce qui permettrait à la majeure partie de la hausse de productivité de se répercuter sur le PIB.

Scénario d'IA avec une faible croissance du PIB

L'IA n'ajoute pratiquement rien à la croissance tendancielle par rapport à notre scénario de référence à long terme existant : elle aide les économies à maintenir un taux de croissance mondial à long terme d'environ 2 %, mais les freins liés aux goulots d'étranglement énergétiques, à la réglementation, à la confiance, à l'adaptation du marché du travail et à la mise en œuvre par les entreprises empêchent de dégager un dividende de croissance supplémentaire. Ce scénario prudent fait écho à l'avertissement d'Acemoglu selon lequel l'IA pourrait n'apporter que des gains de productivité modestes si elle est principalement utilisée pour remplacer les tâches existantes plutôt que pour aider les travailleurs à accomplir de nouvelles tâches plus efficacement; dans ce cas, la croissance pourrait s'avérer décevante, tandis que la substitution de main-d'œuvre alimenterait un tollé social et politique plus vif. Dans ce scénario, le frein exercé du côté du marché du travail serait bien plus important, annulant une grande partie, voire la totalité, des gains de productivité.

Différences géographiques de croissance du PIB

- Les économies les mieux positionnées, en particulier les États-Unis et la Chine, bénéficieront d'un coup de pouce plus important, de l'ordre de 55 points de base, selon notre scénario de référence. Les États-Unis bénéficient de modèles de pointe, d'une infrastructure en nuage, de capital de risque, de grandes entreprises technologiques et d'une économie fortement axée sur les services. La Chine bénéficie de son envergure, de son savoir-faire technique, de la généralisation de l'industrie manufacturière et du soutien des pouvoirs publics, même si les restrictions sur les puces électroniques et les risques liés à l'affectation des capitaux pèsent sur ses perspectives.
- Les marchés développés moins exposés bénéficieront d'un coup de pouce plus proche des 30 points de base. L'Europe, le Japon et d'autres marchés développés peuvent encore enregistrer des gains significatifs, mais ceux-ci seront probablement plus modestes à moins que l'adoption de l'IA ne s'accélère et que les écosystèmes nationaux d'IA ne se renforcent.



Incidence sur l'inflation mondiale : effet inflationniste avant d'être désinflationniste

Pour comprendre l'incidence de l'IA sur l'inflation, il est important de la replacer dans un contexte macroéconomique plus large, façonné par trois forces clés :

1. La fragmentation géopolitique
2. La politisation de la politique économique, dont la dominance budgétaire est une composante importante
3. La révolution de l'IA elle-même

Ces forces doivent être analysées conjointement, car elles se renforcent mutuellement. Un point de départ utile est une courbe de Phillips néokeynésienne hybride, dans laquelle le niveau d'inflation dépend de l'inflation passée, des attentes d'inflation, de l'écart de production et des chocs de coûts ou d'offre (figure 5).

Par exemple, l'IA est en train de devenir une arme géopolitique, car la position dominante dans les domaines des puces électroniques, des modèles, des infrastructures en nuage et des données peut influencer les capacités militaires, la compétitivité industrielle et la dépendance stratégique. Parallèlement, la fragmentation géopolitique transforme les intrants de l'IA en actifs très convoités, tandis que les pressions politiques encouragent une intervention plus marquée de l'État sur les marchés, poussant les gouvernements à adopter une politique industrielle plus active. La politisation de la politique économique est principalement inflationniste, car les mesures de soutien budgétaire, les subventions à l'industrie, les droits de douane, les restrictions en matière de migration et les pressions exercées sur les banques centrales peuvent maintenir la demande à un niveau élevé, faire grimper les coûts et affaiblir l'ancrage des attentes. Sur notre horizon de placement stratégique de dix ans, la fragmentation et la politisation exerceront donc probablement une pression nette à la hausse sur l'inflation en augmentant les coûts, les chocs et la persistance de celle-ci.

Dynamique temporelle de l'incidence de l'IA

L'effet de l'IA devrait être plus contrasté, car elle présente des effets particulièrement ambivalets, avec des décalages agissant dans des directions opposées :

- **À court terme** : l'IA peut faire grimper l'inflation en augmentant la demande de puces électroniques, de centres de données, de réseaux électriques, de systèmes de refroidissement, de travaux de construction, de main-d'œuvre spécialisée et de financement. Jusqu'à présent, elle a généré une certaine pression sur la demande et créé des goulots d'étranglement locaux, mais les récentes surprises en matière d'inflation ont tout de même été davantage attribuables aux chocs liés à l'énergie, aux marchandises et à l'offre. L'ampleur des investissements nous porte à croire que ces effets deviendront de plus en plus visibles au cours des prochaines années.
- **À plus long terme** : l'IA peut avoir un effet désinflationniste grâce aux gains de productivité, mais leur répartition entre les entreprises, les travailleurs et les consommateurs sera déterminante pour l'ampleur de l'incidence. Trois éléments sont importants à prendre en compte :
 1. **Les marges** : si les entreprises utilisent l'IA principalement pour accroître leurs marges, renforcer leur pouvoir de marché ou investir dans des capacités supplémentaires, la répercussion sur les prix à la consommation pourrait être lente. À l'inverse, si la concurrence oblige les entreprises à répercuter les économies de coûts sur les clients, l'effet désinflationniste sera plus marqué.
 2. **Les inégalités** : la répartition est importante, car les gains générés par l'IA risquent de profiter de manière disproportionnée aux détenteurs de capital et aux ménages à hauts revenus, transférant ainsi le pouvoir d'achat vers des groupes présentant une plus forte propension à l'épargne et à l'investissement. Si l'IA venait à renforcer cette tendance, elle pourrait freiner la demande globale des consommateurs, ce qui limiterait l'inflation des prix des produits tout en favorisant celle des prix des actifs.
 3. **Les effets sur le marché du travail** : ceux-ci sont tout aussi ambigus, car l'IA peut réduire la pression sur les salaires si elle se substitue à la main-d'œuvre, mais elle peut également accroître la demande de compétences techniques rares et venir en complément des travailleurs dans les secteurs où le jugement humain reste essentiel.

Tableau 5 – Différentes forces influent à des degrés divers sur les différentes composantes de l'inflation

	Attentes d'inflation	Écart de production / pression de la demande	Chocs de coûts / d'offre	Effet net
Fragmentation géopolitique	Moyen ↑	Moyen ↑ / ↓	Élevé ↑	À la hausse
Politisation de la politique économique	Élevé ↑	Élevé ↑	Moyen à élevé ↑	À la hausse
Révolution de l'IA	Faible à moyen ↑ / ↓	Élevé ↑ / ↓	Élevé ↑ / ↓	Mixte

À titre d'illustration seulement.

Source : Fidelity International, juillet 2026.

Effet inflationniste puis désinflationniste (horizon de placement stratégique de dix ans)

En nous appuyant sur ce cadre, nous avons élaboré trois scénarios d'inflation en faisant varier les hypothèses relatives aux principaux facteurs d'inflation, notamment l'écart de production et les canaux de transmission des chocs de coûts. Dans les trois scénarios, l'IA contribue d'abord à l'inflation, puis la réduit, mais le moment et l'ampleur de ces deux effets déterminent si l'effet cumulé sur dix ans est positif, négatif ou globalement neutre. Nous continuerons à actualiser nos hypothèses à mesure que de nouvelles données seront disponibles, sans sous-estimer la possibilité qu'un effet finisse par l'emporter sur l'autre.

Scénario de référence pour l'IA

L'effet net est proche de zéro, car l'impulsion inflationniste provenant des investissements, de la demande énergétique et des goulots d'étranglement est progressivement contrebalancée par les gains de productivité, l'automatisation et la baisse des coûts unitaires. Toutefois, même si l'effet cumulé est neutre, l'IA est susceptible d'accroître la volatilité de l'inflation, ce qui conforte notre opinion selon laquelle les primes de terme devraient rester plus élevées qu'au cours de la période qui a suivi la crise financière mondiale et précédé la pandémie.

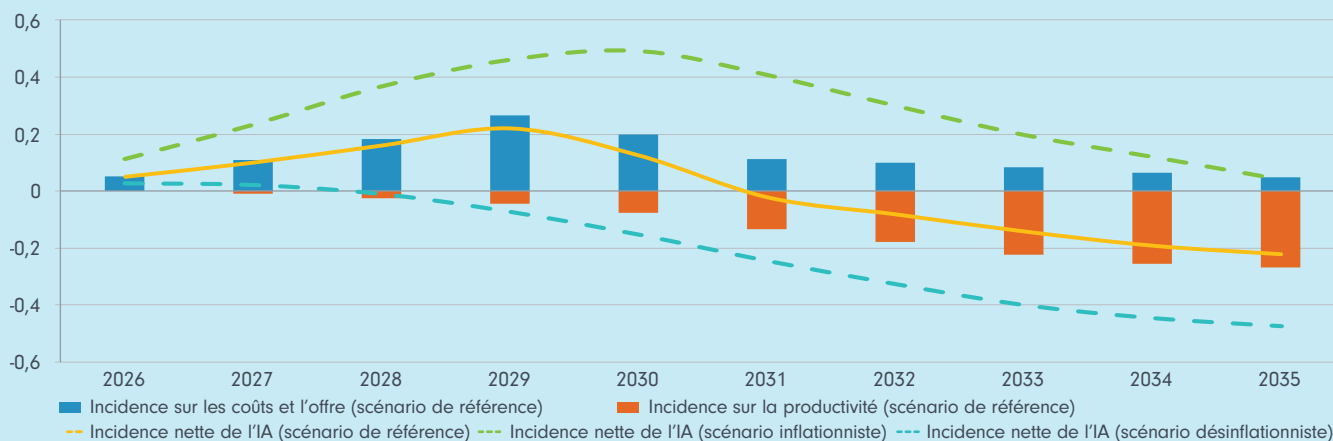
Scénario d'IA à forte inflation

Les investissements dans l'IA s'avèrent plus importants et plus durables que prévu; les contraintes liées au réseau électrique et aux centres de données perdurent plus longtemps; les goulots d'étranglement dans la production de puces et le secteur de la construction demeurent importants; la politique industrielle soutient la demande; et les entreprises conservent une part importante des gains d'efficacité liés à l'IA en augmentant leurs marges plutôt qu'en les transférant aux consommateurs.

Scénario d'IA à faible inflation

L'IA se diffuse plus rapidement dans les secteurs des services et de la fabrication; les pertes d'emplois sont plus importantes; la concurrence oblige les entreprises à transférer les économies de coûts aux clients; et une inférence moins coûteuse réduit le coût du déploiement de l'IA. Même dans ce scénario, l'effet désinflationniste a peu de chances de se manifester immédiatement, car les entreprises doivent d'abord réorganiser leurs flux de travail, investir dans des systèmes complémentaires et traduire leurs capacités techniques en gains de productivité mesurables (figure 6).

Tableau 6 – Scénarios de l'incidence marginale de l'IA sur l'inflation



À titre d'illustration seulement. Les hypothèses se fondent sur des modèles exclusifs et reflètent les points de vue des spécialistes en placement de Fidelity International.

Source : Fidelity International, juin 2026.

Différences géographiques

- Les **États-Unis** devraient connaître la plus forte poussée inflationniste à court terme, car ils constituent le centre des investissements dans l'IA, des infrastructures en nuage et de la construction de centres de données, mais ils présentent également le plus grand potentiel de gains de productivité.
- La **zone euro** devrait subir un choc d'investissement direct plus modéré, même si l'inférence nécessite toujours des centres de données et de l'électricité; par ailleurs, une diffusion plus lente et la fragmentation des marchés pourraient retarder les gains de productivité.
- Le **Royaume-Uni** devrait également subir une incidence plus faible que les États-Unis, car son économie, fortement axée sur les services, est très exposée aux gains de productivité liés à l'IA, mais ses contraintes en matière d'infrastructures pourraient en limiter la vitesse.
- Le **Japon** pourrait connaître un effet de l'IA relativement plus désinflationniste si l'automatisation contribue à atténuer la pénurie de main-d'œuvre liée au vieillissement de la population, en particulier dans les services à forte intensité de main-d'œuvre où la pénurie de travailleurs exerce une pression à la hausse sur les salaires et les prix.
- La **Chine** pourrait combiner des investissements dans l'IA pilotés par l'État à la productivité manufacturière et la surcapacité, créant à la fois des goulots d'étranglement nationaux et une pression désinflationniste mondiale par le biais de biens moins chers rendus possibles par l'IA.

Incidence sur les taux réels d'équilibre mondiaux : probablement mitigée

L'effet de la transition vers l'IA sur les taux d'intérêt est au cœur de ses implications économiques et en matière d'investissement. Le débat a parfois été présenté de manière trop simpliste, certains affirmant que les gains de productivité générés par l'IA devraient réduire l'inflation et, par conséquent, donner aux banques centrales une plus grande marge de manœuvre pour baisser les taux d'intérêt. Nous nous attendons plutôt à ce que cette dynamique ne se mette en place qu'à moyen ou long terme.

En matière de taux, deux éléments sont importants : R^* , le taux d'intérêt réel à court terme (non observable) censé prévaloir lorsque l'économie tourne à plein régime et que l'inflation est stable, et les taux réels effectifs auxquels sont confrontés les entreprises et les consommateurs dans l'économie.

Il importe de souligner que l'IA n'est qu'une des nombreuses forces qui déterminent R^* dans ce nouvel environnement macroéconomique : les fonctions de réaction des banques centrales, la crédibilité en matière d'inflation, la politisation, la fragmentation, la stratégie de communication et la politique de bilan joueront également un rôle, car elles façonnent les attentes, les primes de risque, les flux de capitaux et la mesure dans laquelle la viabilité de la dette contraint la politique monétaire.

Un R^* plus élevé : effets sur la productivité, l'investissement et le crédit

Le R^* sera probablement fortement influencé par l'IA, car il est structurellement déterminé par des variables macroéconomiques sur lesquelles l'IA a une incidence, telles que la productivité, la démographie, les inégalités, la politique budgétaire, les flux de capitaux mondiaux et la préférence pour les actifs sûrs. Au cours des dernières décennies, il a baissé principalement en raison de l'évolution démographique et d'une croissance plus faible de la productivité, cette dernière étant l'un des facteurs qui pourraient aujourd'hui le faire remonter grâce à la révolution de l'IA. En effet, c'est la productivité qui constitue le principal canal haussier. Si l'IA accroît la productivité tendancielle, elle augmente le rendement attendu des investissements et le coût d'option de l'épargne, ce qui devrait faire remonter R^* .

L'IA devrait également continuer à alimenter un important boom des investissements dans les centres de données, les puces électroniques, les réseaux électriques, les logiciels, la sécurité et la refonte organisationnelle, ce qui renforcera les pressions inflationnistes tirées par la demande tout en augmentant la demande de fonds prêtables pendant la phase d'adoption.

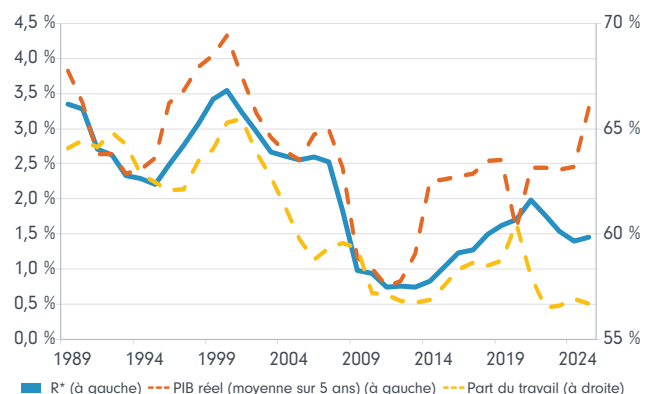


Le lien entre R^* et la part du travail

Les canaux baissiers sont tout aussi importants. Si l'IA engendre des incertitudes quant à l'emploi, aux salaires et à la répartition des revenus, les ménages pourraient épargner davantage par mesure de précaution, tandis que les entreprises pourraient reporter leurs investissements jusqu'à ce qu'elles sachent quels modèles d'affaires survivront. Si l'IA contribue principalement à accroître le capital et que les gains de revenus profitent donc surtout aux détenteurs de capital, les inégalités pourraient s'accroître; comme les ménages les plus riches épargnent une part plus importante de leurs revenus, la demande globale pourrait s'affaiblir davantage que ne le laissent supposer les chiffres de la productivité.

Cela renvoie directement au lien entre R^* et la part du travail : aux États-Unis, la part du travail est passée d'environ 60 à 65 % avant 2000 à environ 55 % ces dernières années, tandis que les estimations de R^* ont chuté d'environ 2,5 à 4 % à environ 1 %. Il en résulte que l'IA contribue à augmenter R^* de manière plus convaincante si elle stimule la productivité d'une façon qui favorise les revenus du travail, plutôt que de se limiter aux rentes du capital.

Tableau 7 – Les gains de productivité pourraient faire augmenter R^* , tandis que les facteurs à l'origine de la baisse de la part du travail pourraient le faire baisser



À titre d'illustration seulement.

Sources : Fidelity International, Federal Reserve Bank of New York, U.S. Bureau of Labor Statistics, juin 2026.

Impact sur R* : effet neutre à légèrement positif (horizon de placement stratégique de dix ans)

Notre analyse des effets de la transition vers l'IA nous amène à anticiper un effet neutre à légèrement positif sur R* au cours de notre horizon de placement stratégique de dix ans, sur une base nette, une fois tous les facteurs pris en compte. Toutefois, cela pourrait masquer des disparités importantes entre les territoires, notamment entre les économies productrices et consommatrices d'IA.

Effets géographiques

- Aux États-Unis, il semble que les risques penchent en faveur d'un R* plus élevé, au moins pendant la phase d'investissement, car le pays combine une production de modèles de pointe, un nuage à très grande échelle, du capital de risque, la construction de centres de données, des marchés boursiers très développés et un important stock d'actifs incorporels liés à l'IA.
- La Chine subit également une pression à la hausse sur le R* en raison de l'adoption de l'IA à l'échelle nationale, de sa politique industrielle et de ses investissements dans la puissance de calcul, bien que le vieillissement de la population, un niveau élevé d'épargne de précaution et la faiblesse du secteur immobilier puissent compenser en partie cet effet.
- La situation de la zone euro est plus ambiguë : si la production d'IA de pointe reste principalement concentrée aux États-Unis et en Chine, l'Europe pourrait tirer parti des gains de productivité grâce à l'octroi de licences et à des services fondés sur l'IA moins coûteux, mais avec moins d'investissements nationaux et, potentiellement, davantage de capitaux partant à l'étranger. C'est pourquoi l'évolution du R* en Europe dépend fortement de la capacité de l'union de l'épargne et des investissements, de l'intégration des marchés de capitaux et de la diffusion de l'IA à transformer la technologie importée en investissements nationaux.
- Le Royaume-Uni dispose de solides capacités en matière de recherche sur l'IA, de services financiers et de services aux entreprises, mais sa puissance de calcul est inférieure à celle des États-Unis; ainsi, bien que le gain de productivité soit réel, l'impulsion exercée sur les dépenses d'investissement nationales est plus faible.
- Le Japon est l'exemple le plus flagrant où l'IA pourrait empêcher le R* de baisser davantage, plutôt que de le faire grimper en flèche. Le vieillissement démographique reste un frein structurel, mais la robotique et l'IA peuvent augmenter l'offre effective de main-d'œuvre dans les secteurs confrontés à une pénurie, notamment les soins de santé, la logistique, l'industrie manufacturière et les services.

Bien que notre prochain article examine plus en détail les répercussions sur les taux réels du marché, notre hypothèse de base est que l'IA ne devrait pas entraîner de hausse importante ou permanente des taux réels effectifs. La productivité et l'investissement pourraient faire remonter le R* d'équilibre, en particulier dans les économies productrices d'IA, mais les pressions liées à la viabilité de la dette, au vieillissement démographique, aux inégalités et à l'épargne de précaution devraient exercer des forces compensatoires à la baisse, laissant les taux réels au-dessus du niveau extrêmement bas d'avant la pandémie de COVID-19, sans pour autant les faire grimper de manière spectaculaire.



Conclusions

L'IA doit être considérée comme une force macroéconomique disruptive dont l'incidence dépendra de l'ampleur avec laquelle ses avantages se répartiront entre les économies, les secteurs, les entreprises et les travailleurs. Dans notre scénario de référence, l'IA a un effet positif sur la croissance à long terme, mais la trajectoire est progressive et incertaine, façonnée par l'énergie, le capital, les compétences, la gouvernance, les inégalités et les goulots d'étranglement liés à son adoption. Notre cadre conceptuel explique pourquoi : la production d'IA de pointe nécessite une autonomie stratégique en matière de capital, d'électricité, de minéraux, de données, de puces électroniques et de main-d'œuvre qualifiée, tandis que l'exploitation de l'IA au service d'une croissance structurelle requiert une diffusion, une main-d'œuvre adaptable, une gouvernance digne de confiance et une discipline environnementale. Les États-Unis disposent de modèles, de capitaux et de l'infonuagique; la Chine, d'une envergure et d'une profondeur industrielle; l'Europe, d'épargne et d'un savoir-faire scientifique; quant aux pays asiatiques, ils maîtrisent la robotique, les minéraux, la mémoire et la fabrication.

Pour les investisseurs, les ramifications sont constructives, mais nécessitent de faire preuve de sélectivité : un PIB plus solide devrait soutenir les chiffres d'affaires, tandis que les forces structurelles maintiennent les taux au-dessus des niveaux extrêmement bas observés avant la pandémie de COVID-19. Cependant, d'un point de vue ascendant, malgré une forte dispersion, un déploiement global qui n'en est encore qu'à ses débuts et des valorisations qui intègrent déjà des attentes élevées, la chaîne de valeur de l'IA s'étend au-delà des chefs de file technologiques les plus en vue. Les investisseurs devraient donc éviter de considérer l'IA comme un simple sujet lié aux actions américaines, aux puces électroniques ou au secteur technologique, et privilégier plutôt une diversification sélective, une discipline en matière de valorisation et une analyse prospective des entreprises capables de transformer l'IA en avantage concurrentiel et en croissance durable des bénéfices.

Le présent document présente un cadre évolutif plutôt qu'une prévision figée, que nous continuerons de mettre à jour à mesure que les données s'affineront. Notre prochain document examinera de manière plus approfondie les répercussions sur les marchés de capitaux, notamment la manière dont l'IA pourrait influencer les taux réels, la discipline en matière de valorisation et, en particulier, la question de savoir si les gains de marge attendus aujourd'hui s'avéreront durables une fois pris en compte la concurrence, la réglementation, la fiscalité et les coûts de mise en œuvre.



The background of the page is a white surface covered with numerous small, colorful splatters and stains in shades of pink, purple, red, yellow, and green. A dark grey rectangular box is positioned on the right side, containing the title text in white.

Annexe : Notre cadre descendant d'évaluation de la transition vers l'IA

Pilier 1 – Un pays peut-il développer l’IA tout en conservant une autonomie stratégique résiliente?

Ce premier pilier de notre cadre prospectif visant à évaluer les répercussions descendantes de l’IA sur la croissance du PIB réel, l’inflation et les taux d’intérêt cherche à déterminer si un pays est en mesure de développer et de maintenir des capacités significatives en matière d’IA selon ses propres conditions. Cela nécessite un accès aux intrants de l’IA qui soit suffisamment approfondi, fiable et sécurisé pour résister à un environnement externe moins favorable. Les variables reflètent les éléments fondamentaux de la production d’IA :

1. **Financement public et privé** : Le capital est primordial, car des financements publics et privés sont nécessaires pour mettre en place des systèmes coûteux, financer les infrastructures, remodeler les chaînes de production et absorber les échecs inévitables.
2. **Énergie et minéraux essentiels** : L’IA est très gourmande en ressources matérielles : sans électricité fiable, sans sites adaptés et sans matériaux clés, la puissance de calcul ne peut pas vraiment évoluer.
3. **Données et variables d’entrée des modèles** : L’utilité des systèmes dépend entièrement de la qualité des informations sur lesquelles ils sont entraînés, et les pays disposant d’un meilleur accès à des données localement pertinentes et de grande qualité sont mieux placés pour développer des modèles adaptés à leur économie, à leur langue et à leurs institutions.
4. **Talents et écosystème entrepreneurial** : Les talents et l’écosystème d’innovation complètent le tableau, car aucun de ces éléments ne se traduit par une capacité réelle sans la présence de chercheurs, de scientifiques, d’entreprises, d’universités et d’institutions capables de développer la technologie.

La géoéconomie est au cœur de toutes ces variables, car elle détermine la provenance des intrants, le degré de dépendance à l’égard de l’étranger, la facilité avec laquelle ces intrants peuvent être remplacés, ainsi que le niveau d’exposition d’un pays aux goulots d’étranglement de la chaîne d’approvisionnement. Ces dernières années, les puces électroniques et les minéraux essentiels en ont été les exemples les plus frappants : les États-Unis ont renforcé les contrôles sur les exportations vers la Chine de puces de pointe, d’équipements pour semi-conducteurs et de mémoires à large bande passante, tandis que la Chine a utilisé les restrictions sur le gallium, le germanium, le graphite et les éléments de terres rares lourdes comme levier dans la compétition technologique au sens large. Le récent sommet américano-chinois a montré que les puces d’IA sont passées des chaînes d’approvisionnement des entreprises à la haute diplomatie.

La conclusion est donc claire : aujourd’hui, aucun pays ne peut à lui seul mettre en place l’ensemble de la chaîne de production de l’IA. Cependant, les pays les mieux placés pour développer des capacités en matière d’IA seront ceux capables de s’assurer un accès aux intrants essentiels en période de tension, qu’il s’agisse de capitaux, d’énergie, de matières premières stratégiques, de données, de talents, de puces ou de puissance de calcul en nuage.

Puces électroniques : géoéconomie et chaînes d’approvisionnement mondiales

Les puces sont cruciales, car elles constituent le sésame pour entrer dans la course à l’IA de pointe. Leur chaîne de valeur est mondiale et complexe, comportant plusieurs niveaux, de la conception à la fabrication. L’attention des investisseurs s’est récemment portée sur la conception, l’une des étapes les plus rentables de la fabrication des puces électroniques, en particulier aux États-Unis. Pourtant, la conception ne peut pas se suffire à elle-même : les puces de pointe ont toujours besoin de machines européennes, d’une fabrication asiatique, de mémoires à large bande passante et d’un conditionnement spécialisé. Les États-Unis dominent l’écosystème informatique et leurs entreprises réalisent un peu plus de 50 % du chiffre d’affaires mondial des puces électroniques, mais leur part dans la fabrication est tombée à 10 % en 2022, Taiwan et la Corée étant désormais indispensables respectivement pour les fonderies haute technologie et les mémoires à large bande passante.

Les forces géoéconomiques sont également en train de redéfinir la chaîne de valeur des semi-conducteurs destinés à l’IA. La Chine accuse encore un retard dans certains domaines critiques du matériel de pointe, mais la situation évolue rapidement, les contrôles à l’exportation ayant accéléré sa volonté d’autonomie; des progrès non négligeables sont déjà observables en ce qui concerne les puces produites localement et l’efficacité des modèles. L’Europe s’adapte elle aussi : le « train de mesures sur la souveraineté technologique » de la Commission européenne, adopté en juin 2026, associe le règlement sur les semi-conducteurs (« Chips Act 2.0 ») à la loi sur le développement du nuage et de l’IA afin de renforcer les capacités en semi-conducteurs de pointe, de soutenir les investissements, d’accélérer le déploiement des centres de données et de réduire les dépendances stratégiques dans les infrastructures du nuage et de l’IA.

Le nuage : le deuxième goulot d’étranglement

La question clé est de savoir qui pourra s’assurer un accès aux puces ou à la puissance de calcul dans le nuage en période de tension. La plupart des entreprises, des jeunes pousses et des organismes publics ne posséderont pas de grandes grappes de processeurs graphiques, mais auront accès à la puissance de calcul pour l’IA par l’intermédiaire d’infrastructures en nuage, de plateformes gérées, d’API de modèles et de logiciels d’entreprise. Les producteurs de pointe, quant à eux, cherchent à s’assurer un accès exclusif aux puces par le biais de la propriété, de réservations à long terme, des puces sur mesure ou des partenariats infonuagiques.

Le marché mondial de l’infrastructure-service (IaaS) a atteint 171,8 milliards de dollars en 2024, Amazon, Microsoft et Google contrôlant environ 70,6 % de ce marché, ce qui confère aux États-Unis une puissance inégalée pour transformer les puces en services d’IA. La Chine dispose d’une envergure nationale grâce à des entreprises comme Alibaba et Huawei, mais son rayonnement mondial est plus limité et elle fait face à des contraintes en matière de puces électroniques.

Financement public et privé

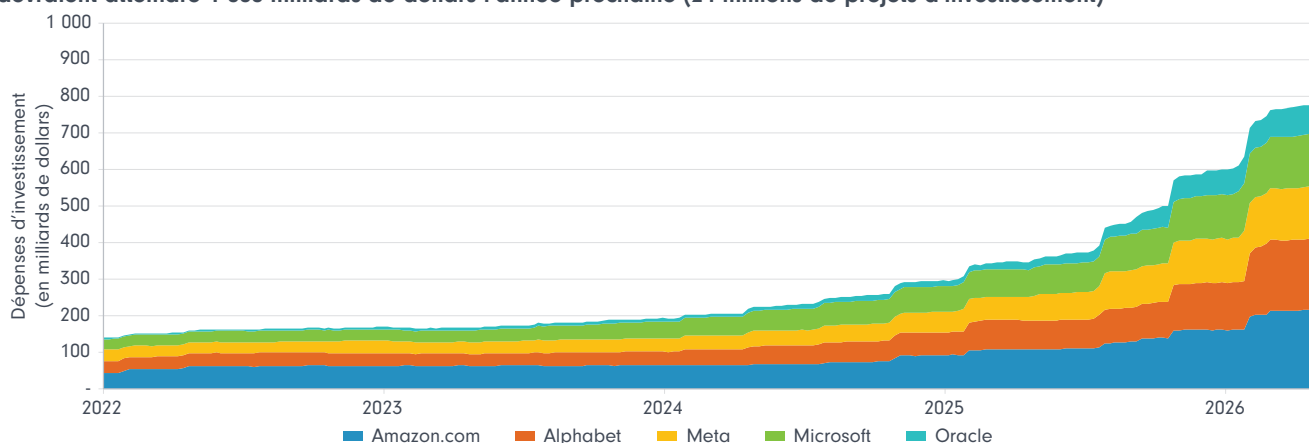
Les capitaux, tant privés que publics, constituent un apport stratégique dans le domaine de l'IA de pointe. Les investissements privés sont principalement nécessaires pour une IA commercialement évolutive, qu'il s'agisse de l'entraînement des modèles, des centres de données, des puces ou des plateformes en nuage. Les fonds publics ont également un rôle essentiel à jouer, qu'il s'agisse de soutenir l'éducation et la recherche publiques ou d'amortir les effets de la transition pour les ménages et les travailleurs.

Les modalités du financement privé évoluent. Au départ, les investissements dans l'IA étaient principalement financés par les flux de trésorerie des fournisseurs de services infonuagiques à très grande échelle; toutefois, l'augmentation rapide des besoins de financement signifie qu'ils sont de plus en plus souvent financés par l'émission d'obligations, le crédit privé et des instruments structurés. L'endettement des fournisseurs de services infonuagiques à très grande échelle semble encore sain, mais certaines opérations sont en partie hors bilan, de sorte que les engagements liés à l'IA pourraient être sous-estimés dans les ratios globaux. Les marchés du crédit pourraient constituer un test décisif : si des pertes dans le secteur du crédit privé mettaient en évidence le surendettement des investissements dans les infrastructures d'IA, les capitaux pourraient passer brusquement de l'abondance à la rareté.

Parmi les différentes zones géographiques, les États-Unis bénéficient d'un privilège de financement reposant en partie sur les capitaux importés, ce qui réduit le coût du capital pour les fournisseurs de services infonuagiques à très grande échelle et les laboratoires de pointe. Le risque pour les États-Unis est que, dans un monde de plus en plus fragmenté, la hausse des primes de risque géopolitiques, le resserrement des contrôles technologiques et la diversification des réserves pourraient compromettre ce privilège. L'Europe pourrait améliorer sa position si le programme Draghi et Letta aboutit à la création d'une union de l'épargne et des investissements qui réoriente l'épargne des ménages, actuellement placée en dépôts et en titres étrangers, vers des investissements. La position relative de la Chine pourrait se renforcer si des modèles ouverts à moindre coût permettaient de rééquilibrer la valeur, en privilégiant l'inférence et le déploiement, moins coûteux, au détriment de l'entraînement, plus onéreux. Des données récentes sur l'utilisation suggèrent que les modèles chinois ont gagné une part significative de l'utilisation des jetons au cours des derniers mois, ce qui met en évidence la compétitivité croissante de la couche logicielle et des modèles chinois malgré des contraintes matérielles persistantes.



Tableau 8 – Les dépenses d'investissement des fournisseurs de services infonuagiques à très grande échelle américains devraient atteindre 1 000 milliards de dollars l'année prochaine (24 millions de projets d'investissement)



Sources : Bloomberg, Fidelity International, 30 juin 2026.

Capital de risque

Les entreprises spécialisées dans l'IA ont attiré 260 milliards de dollars en 2025, soit 61 % du capital de risque mondial, tandis que les entreprises basées aux États-Unis ont reçu environ 194 milliards de dollars, ce qui représente environ 75 % de la valeur mondiale des opérations de capital de risque dans le domaine de l'IA. L'UE suivait avec 16 milliards de dollars; quant à la Chine et au Royaume-Uni, ils ont chacun reçu 14 milliards de dollars. Le marché est également de plus en plus marqué par la concentration et les mégaopérations : la ronde de financement de 65 milliards de dollars réalisée par Anthropic en mai 2026 représentait plus de quatre fois l'ensemble des investissements de capital de risque consacrés à l'IA par l'Union européenne en 2025. L'origine des investisseurs confirme cette tendance : les États-Unis ont apporté 124 milliards de dollars; viennent ensuite le Royaume-Uni avec 21 milliards de dollars, la Chine avec 17 milliards de dollars et l'Union européenne avec 15 milliards de dollars. Toutefois, les chiffres publiés par la Chine sous-estiment probablement sa capacité, car une grande partie de ses flux de capitaux transite par des banques d'État et des fonds dirigés par l'État.

Marché boursier

La position dominante des États-Unis reflète l'ampleur, la rentabilité et les perspectives de croissance, mais aussi des valorisations plus élevées et des flux passifs qui allouent davantage de fonds aux plus grandes entreprises à mesure que leur pondération dans les indices augmente. Le bilan des ménages joue également un rôle important : les actions représentent 55 % des 72 000 milliards de dollars d'actifs financiers liquides des ménages américains, tandis que les dépôts ne représentent que 14 %. L'Europe dispose d'une épargne importante, mais celle-ci n'est pas canalisée de manière suffisamment efficace vers le financement des entreprises en phase de croissance. Les actifs financiers des ménages de l'UE ont atteint 40 000 milliards d'euros en 2024, dont 31 % en devises et dépôts, mais les avoirs directs en actions cotées ne représentaient que 6 % dans la zone euro, ce pourcentage passant à 21 % si l'on inclut les fonds, l'assurance vie et les régimes de retraite.

Crédit privé / financement structuré des infrastructures

Les besoins de financement des centres de données d'IA dépassent souvent la capacité des banques et ne se prêtent pas toujours à l'émission d'obligations non garanties. Des entités spécialisées peuvent détenir des actifs, emprunter sur le marché privé et rembourser au moyen de contrats de location ou d'ententes de capacité conclus avec des locataires « fournisseurs de services infonuagiques à très grande échelle », ce qui permet d'éviter que les dépenses d'investissement initiales n'apparaissent au bilan des entreprises technologiques tout en conservant une exposition par le biais de contrats de location, d'engagements d'achat et de garanties. Les dépenses d'investissement dans les infrastructures d'IA entre 2025 et 2028 pourraient atteindre 3 000 milliards de dollars, parmi lesquels 1 500 milliards nécessiteront des capitaux externes, dont 800 milliards provenant du crédit privé. Le Conseil de stabilité financière estime le marché mondial du crédit privé entre 1 500 et 2 000 milliards de dollars à la fin de 2024, dont environ 1 000 milliards de dollars pour les seuls États-Unis. La croissance du crédit privé entraîne souvent des valorisations opaques, un effet de levier, des déséquilibres de liquidité et des risques de surconstruction, autant de risques notables étant donné que les défauts de paiement récents ont déclenché des pressions de rachat au sein des fonds de crédit privé destinés aux particuliers, mettant ainsi en évidence le décalage entre des engagements liquides et des prêts illiquides.

Financement public

Aux États-Unis, la Defence Advanced Research Projects Agency (DARPA) et la Fondation nationale des sciences (NSF) financent la recherche en amont. Le National Artificial Intelligence Research Resource met des ressources à disposition, tandis que le gouvernement actuel a placé la suppression des règles considérées comme des obstacles à l'innovation au cœur du plan d'action de la Maison-Blanche en matière d'IA. La réponse de l'UE est plus coordonnée, l'initiative InvestAI visant à compenser la taille plus modeste des plateformes privées grâce à une infrastructure publique partagée. Le système de capital d'État chinois fait le lien entre la recherche en IA, l'autosuffisance en semi-conducteurs, la robotique, l'automatisation industrielle et les achats stratégiques. Le Japon, le Royaume-Uni, l'Inde et le Canada jouent un rôle important, mais restent des cas de capacité souveraine plus modestes. Les finances publiques jouent également un rôle important dans le financement de divers domaines, allant des systèmes éducatifs aux politiques sociales.

Énergie et minéraux essentiels

L'énergie et les minéraux essentiels sont indispensables à l'IA. Les modèles de pointe nécessitent une électricité fiable et à un prix compétitif à grande échelle, provenant probablement d'un mélange diversifié de sources d'énergie, ainsi que les minéraux et l'équipement de réseau qui en constituent la base. Aucun pays ne contrôle entièrement cette chaîne, de sorte que l'IA ne fera qu'accentuer les dépendances matérielles.

L'Agence internationale de l'énergie (AIE) estime que les centres de données ont consommé environ 415 TWh en 2024, soit environ 1,5 % de la consommation mondiale d'électricité, et prévoit une consommation de 945 TWh d'ici 2030, un chiffre supérieur à la consommation totale actuelle d'électricité du Japon. L'IA est le principal moteur : la demande des centres de données optimisés pour l'IA devrait plus que quadrupler, tandis que les centres de données américains pourraient représenter près de la moitié de la croissance de la demande en électricité d'ici 2030. La contrainte réside à la fois dans la production et dans le transport, car l'électricité doit être acheminée de manière fiable vers les endroits appropriés.

Les réseaux existants ont été conçus pour des modèles de demande plus anciens ; à cela s'ajoute la complexité liée au fait que les énergies renouvelables, comme l'énergie solaire et l'énergie éolienne, sont variables, souvent éloignées des centres de demande, et nécessitent des capacités de stockage, de la souplesse et des infrastructures de transport pour générer de la valeur économique. L'AIE estime qu'environ 20 % des projets de centres de données prévus pourraient subir des retards si les risques liés au réseau électrique ne sont pas pris en compte, alors que la mise en place de nouvelles lignes de transport d'électricité peut prendre de quatre à huit ans dans les économies avancées.

Un monde marqué par l'interdépendance énergétique

Ce sont les États-Unis et la Chine qui bénéficient des avantages d'échelle les plus manifestes. Les États-Unis ont produit environ 4 300 TWh en 2024 à partir d'un parc de ressources diversifié, principalement national, mais les centres de données se concentrent sur des marchés de l'électricité où les frictions liées au réseau et à la planification ralentissent l'acheminement. Les États-Unis semblent de plus en plus autonomes sur le plan énergétique en termes nets, mais importent tout de même environ 17 % de leur approvisionnement énergétique national,

ce qui s'explique par leurs besoins en pétrole brut plus lourd et en gaz canadien, en raison de la configuration géographique des pipelines et des pics de demande hivernaux. La Chine dispose elle aussi d'une vaste production d'électricité nationale, même si elle dépend également d'importations énergétiques importantes. Les énergies renouvelables ont représenté environ 35 % de la production en 2024, soit une hausse de 19 % par rapport à l'année précédente, mais le charbon représentait encore 62 % de l'énergie consommée, ce qui aura son importance si les marchés décident de faire la distinction entre la production issue de l'IA et celle issue d'une IA à faible empreinte carbone.

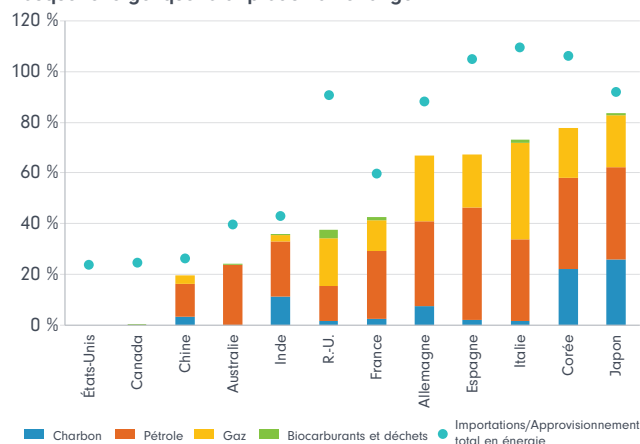
Le bouquet énergétique européen est plus propre, grâce notamment au parc nucléaire français, à l'hydroélectricité et à l'éolien des pays nordiques, ainsi qu'au solaire ibérique, mais il est plus coûteux et plus dépendant des importations, l'Allemagne et l'Italie restant exposées au gaz. En 2024, les énergies renouvelables ont fourni 47 % de l'électricité nette de l'UE et le nucléaire plus de 20 %, mais en 2025, les prix de l'électricité industrielle étaient plus de deux fois supérieurs à ceux des États-Unis et près de 50 % plus élevés que ceux de la Chine. Le Royaume-Uni a produit 285 TWh en 2024, les sources à faibles émissions de carbone représentant environ 65 % de cette production, ce qui est suffisant pour alimenter des pôles d'activité mais pas pour assurer l'autonomie sans une accélération du développement des réseaux, du nucléaire, de l'éolien en mer et du stockage.

Ailleurs, le Japon, la Corée et Taiwan jouent un rôle crucial dans le domaine du matériel d'IA, mais sont confrontés à des contraintes énergétiques. En 2023, le bouquet énergétique du Japon était composé à 69 % d'énergie thermique, avec un taux d'autosuffisance de 15 %. La Corée a produit environ 60 % de son électricité à partir de combustibles fossiles en 2024. Taiwan a produit 83 % de son électricité à partir de centrales thermiques, tout en important plus de 94 % de son énergie. Le Canada et l'Australie semblent présenter un intérêt certain compte tenu de leur potentiel hydroélectrique, foncier, solaire et éolien, bien que ces deux pays aient besoin de réseaux électriques et de systèmes de stockage. L'Inde dispose d'une grande envergure, mais dépend fortement du charbon, tandis que les pays du Golfe offrent une énergie et des terres bon marché, mais sont exposés à des risques liés aux hydrocarbures et à la pénurie d'eau.

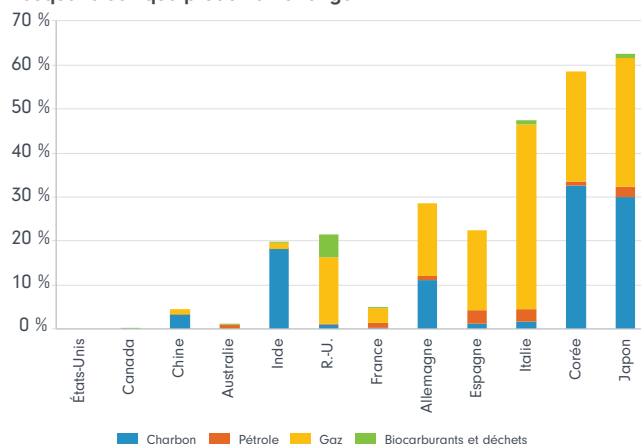
Tableau 9 – L'indépendance est vitale dans un monde de plus en plus fragmenté...

... caractérisé par la révolution de l'IA, les risques géopolitiques et la transition climatique

Bouquet énergétique total produit à l'étranger



Bouquet électrique produit à l'étranger



À titre d'illustration seulement. Les hypothèses se fondent sur des modèles exclusifs et reflètent les points de vue des spécialistes en placement de Fidelity International.

Sources : AIE, calculs de Fidelity International, juin 2026.

Minéraux essentiels : un intrant stratégique

La Chine occupe une place centrale dans la production de minéraux, puisqu'elle est le principal raffineur de 19 des 20 minéraux stratégiques liés à l'énergie (avec une part moyenne d'environ 70 % en volume). La Chine a fourni 82 % du graphite naturel mondial en 2025, tandis que 71 % des importations américaines de terres rares entre 2021 et 2024 provenaient de Chine. L'exploitation minière peut sembler plus diversifiée que le raffinage, mais cette activité s'inscrit souvent dans des chaînes d'approvisionnement façonnées par la propriété, le financement, les coentreprises, les ententes d'achat et le raffinage en aval chinois (par exemple, même le nickel en Indonésie et le cobalt au Congo).

L'Australie et le Canada constituent des alliés clés si ces pays passent de l'extraction à la transformation à faibles émissions de carbone. Les États-Unis restent tributaires des importations, notamment en provenance de la Chine, tandis que l'Union européenne, le Royaume-Uni, le Japon et la Corée, bien que pauvres en ressources, peuvent renforcer leur résilience grâce au recyclage, à la transformation à forte valeur ajoutée, aux matériaux de pointe et aux chaînes d'approvisionnement associées. Les minéraux essentiels présentent manifestement un risque géopolitique, puisque plus de la moitié des minéraux liés à l'énergie font l'objet de contrôles à l'exportation; la Chine a renforcé les restrictions sur plusieurs minéraux et technologies de transformation, de sorte que les chaînes d'approvisionnement de l'IA pourraient être perturbées tant par la rivalité que par des pénuries.

Plusieurs tendances pourraient atténuer ces contraintes, même si elles ne les élimineront probablement pas au cours de cette décennie :

- **Une meilleure architecture des modèles, une conception optimisée des puces et une ingénierie tenant compte du matériel** peuvent offrir davantage de capacités par unité d'entrée, mais la baisse des coûts pourrait accroître l'utilisation globale de l'IA, d'autant plus que les modèles de raisonnement nécessitent davantage de puissance de calcul pour l'inférence.
- **L'IA pourrait également optimiser la production et la distribution d'énergie**, tout en accélérant les avancées dans les domaines des matériaux, des batteries, du stockage et de la fusion.
- **La photonique sur silicium, le stockage d'archives sur verre et l'informatique quantique** offrent tous un potentiel considérable à long terme, mais aucun ne modifie de manière substantielle les contraintes à court terme.

Le retour de la sécurité énergétique

Les investissements dans les énergies renouvelables et le nucléaire peuvent réduire les importations de gaz, mais ils ne permettent pas d'atteindre une souveraineté totale. La Chine contrôle 85 % de la capacité de la chaîne d'approvisionnement du secteur solaire, 95 % de la production de plaquettes photovoltaïques, 80 % de la production de batteries et la majeure partie du raffinage des minéraux stratégiques, tandis que l'uranium extrait nécessaire à l'énergie nucléaire est concentré au Kazakhstan, au Canada et en Namibie. Le coût et la rapidité de déploiement jouent en faveur des énergies renouvelables : l'IRENA estime les coûts d'installation en 2024 à 0,69 \$/W pour le solaire, 1,04 \$/W pour l'éolien terrestre et 2,85 \$/W pour l'éolien en mer, hors coûts liés aux réseaux, au stockage et aux systèmes de secours; quant aux projets nucléaires, les coûts varient entre 2,7 \$/W et 16 \$/W. Par ailleurs, la construction d'un réacteur prend sept ans à l'échelle mondiale, plus d'une décennie dans les économies avancées et entre 10 et 15 ans dans les pays qui se lancent dans le nucléaire. Les petits réacteurs modulaires pourraient constituer une solution pour certains sites, mais il est peu probable qu'ils se généralisent avant 2030.

L'indépendance énergétique est donc une question d'ordre chronologique : les énergies renouvelables réduisent le plus rapidement la dépendance vis-à-vis des importations de combustibles fossiles avant 2030, le nucléaire renforce la sécurité d'approvisionnement à faibles émissions de carbone dans les années 2030 et au-delà, et le goulot d'étranglement pourrait résider dans la chaîne d'approvisionnement et le réseau plutôt que dans les centrales elles-mêmes.

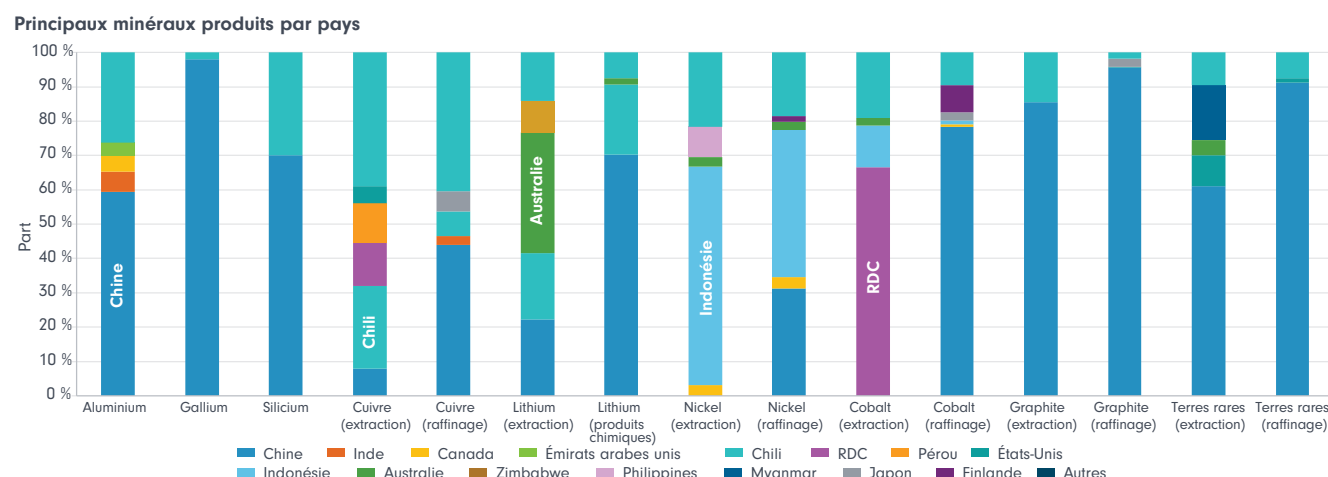
Réseaux électriques : une contrainte cachée

L'AIE estime que le monde doit construire ou rénover plus de 80 millions de kilomètres de réseaux électriques d'ici 2040, soit à peu près l'équivalent de l'ensemble du réseau mondial actuel. Aux États-Unis, environ 10 300 projets de production et de stockage étaient en attente de raccordement à la fin de 2024. La Chine est en tête dans les domaines du transport d'électricité à très haute tension, du stockage et des réseaux intelligents, mais les énergies renouvelables ont pris de l'avance sur les réseaux, ce qui entraîne des restrictions de production et un déséquilibre entre l'ouest et l'est.

Le réseau électrique européen est plus propre, mais plus vétuste : 40 % des réseaux de distribution de l'UE ont plus de 40 ans, la capacité transfrontalière doit doubler d'ici 2030, et les investissements nécessaires s'élèvent à environ 600 milliards d'euros pour cette décennie, pour atteindre 1 200 milliards d'euros d'ici 2040.

Tableau 10 – La Chine domine les étapes de raffinage et de production des minéraux nécessaires à l'IA

Alors que l'exploitation minière semble plus diversifiée, du moins sur le plan géographique



Sources : U.S.GS, Fidelity International, 30 juin 2026.

Données et variables d'entrée de modèles : la qualité et les droits d'utilisation sont tout aussi importants que la quantité

Les données sont souvent décrites comme le « pétrole » de l'IA, mais contrairement au pétrole, elles peuvent être réutilisées, combinées et réorientées à maintes reprises, à condition qu'elles soient exactes et légalement exploitables. Des populations importantes peuvent générer d'énormes traces numériques, mais celles-ci peuvent avoir une valeur limitée si elles sont non structurées, mal étiquetées, inutilisables sur le plan juridique, sous-représentées sur le plan linguistique ou biaisées. Les petits pays peuvent néanmoins apporter une contribution précieuse au domaine de l'IA grâce à des données fiables issues des secteurs des soins de santé, des produits financiers, de l'ingénierie, du droit, de la géoinformation, du secteur public et des entreprises.

Les États-Unis disposent de la dynamique la plus forte à l'échelle mondiale, la Chine de la dynamique nationale souveraine la plus solide, et l'Europe du régime de partage de données fiable le plus mûrement réfléchi. La prochaine phase privilégiera les données souveraines, sous licence, propres à un domaine et riches en rétroaction : ensembles de données dans les domaines de la médecine, de l'industrie, de l'ingénierie, des produits financiers, du droit, de la fiscalité, de l'aide sociale, de l'énergie, des transports, de l'éducation et des services publics multilingues. Cela pourrait profiter à l'Europe, au Japon, à la Corée et à l'Inde. Mais la souveraineté des données n'est pas synonyme de souveraineté en matière d'IA si les données nationales servent principalement à affiner des modèles étrangers par l'intermédiaire de nuages et d'API étrangers; la couche des modèles reste donc stratégiquement déterminante.

Échelle des données

En ce qui concerne les données d'IA, l'échelle fait référence à l'interaction entre la population, l'utilisation d'Internet, la langue, la complexité de la plateforme et les domaines cibles de l'IA. La Chine et l'Inde comptent chacune plus de 1,4 milliard d'habitants. Si l'on considère l'Union européenne comme un seul espace de données, celle-ci compte environ 450 millions d'habitants, les États-Unis environ 340 millions et le Japon environ 124 millions. La connectivité est élevée sur l'ensemble de ces marchés, bien qu'elle soit légèrement inférieure en Inde.

Les pays anglophones, en particulier les États-Unis, le Royaume-Uni, le Canada et l'Australie, en tirent avantage, car l'anglais domine les données d'entraînement ouvertes pour l'IA. Par exemple, l'anglais est la langue principale d'environ 41 % des pages HTML de Common Crawl. La Chine dispose d'une vaste quantité de données nationales dans les domaines du commerce électronique, des paiements, de la logistique, de la mobilité, de l'industrie manufacturière et de l'administration publique, ce qui permet d'alimenter de puissants modèles en langue chinoise sur le territoire national, mais limite leur portabilité à l'échelle mondiale. L'Europe est confrontée à une fragmentation linguistique, ce qui rend indispensables des modèles interopérables, propres à chaque secteur et à chaque pays, en particulier dans le domaine de la santé.

La pertinence du domaine apporte des nuances supplémentaires. Les États-Unis disposent des données les plus complètes sur les consommateurs, les entreprises, les développeurs et le nuage, car leurs entreprises dominent les secteurs de la recherche, des logiciels, de la publicité, des médias sociaux, du commerce électronique, des outils de productivité et des interfaces d'IA. C'est dans les domaines des paiements, de la logistique, du commerce électronique, de la mobilité, de l'industrie manufacturière et de l'administration publique que la Chine se distingue le plus. L'Europe, le Japon et la Corée sont moins bien placés dans le domaine des plateformes grand public, mais disposent de données solides dans le secteur de l'industrie et le secteur public, notamment l'industrie manufacturière, la robotique, les transports, l'énergie, la santé, la finance et les services réglementés. Le Royaume-Uni bénéficie de l'anglais, du secteur juridique et du secteur des produits financiers, ainsi que de ses universités et de son système de santé (NHS), mais ne dispose pas de plateformes d'envergure comparable à celles des États-Unis.

Utilisabilité des données

Les États-Unis ont historiquement favorisé la collecte de données privées à grande échelle, créant ainsi une puissante dynamique entre les données et les modèles; toutefois, les questions liées au droit d'auteur, à la protection de la vie privée, aux ententes de licence avec les éditeurs et aux restrictions imposées par les plateformes accroissent désormais l'incertitude. L'Europe adopte une approche plus stricte, mais entend tirer parti de la confiance et de l'interopérabilité grâce à la *Loi sur les données* et aux espaces européens communs de données dans les domaines de la santé, de l'agriculture, de l'industrie manufacturière, de l'énergie, de la mobilité, de la finance, de l'administration publique, des compétences, des sciences et de la transition écologique. Le défi de la Chine réside dans l'accès réciproque, car si sa réglementation de 2024 sur les données transfrontalières peut-être réduire les frictions, les tensions géopolitiques persistent.

Élaboration de modèles de base modernes

- Le préentraînement enseigne aux modèles des schémas statistiques à partir d'énormes quantités de données.
- Le post-entraînement les adapte pour qu'ils suivent des instructions, répondent à des questions, refusent les demandes dangereuses et effectuent des tâches données à l'aide d'ensembles de données plus restreints mais mieux sélectionnés, tels que des exemples d'instructions, des démonstrations d'experts, des données de préférences, des données d'évaluation et, de plus en plus, des données synthétiques.

Talents et écosystème entrepreneurial

Les talents constituent le cœur humain de la chaîne de production de l'IA, façonnant à la fois la production d'IA de pointe et la diffusion de l'IA. L'IA de pointe a besoin de chercheurs, d'ingénieurs, de développeurs et de fondateurs évoluant entre les universités, les laboratoires et les entreprises en démarrage. Selon l'« AI Index » de Stanford, près de 90 % des modèles notables en 2024 provenaient du secteur privé; la question clé est donc de savoir qui parvient à faire interagir l'enseignement des STIM (science, technologie, ingénierie et mathématiques), les talents issus de l'immigration, le capital de risque, le nuage et les entreprises technologiques pour en faire un véritable moteur d'entraînement.

La concurrence future sera façonnée par la migration, la rétention des talents, les politiques de développement et l'éducation. Les États-Unis ont été le pays le plus performant pour transformer les étudiants étrangers en chercheurs et fondateurs spécialisés en IA, mais leur système de gestion de la main-d'œuvre qualifiée devient de plus en plus complexe, en raison des récents changements touchant les permis de travail et l'accès aux visas, en particulier pour les entreprises en démarrage et les chercheurs en début de carrière. Le Canada, le Royaume-Uni et la Chine réagissent respectivement avec la Stratégie d'attraction des talents internationaux 2026, les visas « Global Talent » et « High Potential Individual », ainsi que les visas K. La deuxième tendance concerne la rétention, car de plus en plus de talents de haut niveau en IA restent dans leur pays d'origine, une évolution qui profitera d'abord à la Chine, puis à l'Inde à terme. La troisième tendance concerne les efforts déployés par l'Europe pour remédier au problème du « inventer ici, se développer ailleurs » grâce à la stratégie de l'UE en faveur des entreprises en démarrage et des jeunes entreprises en croissance et au Fonds Scaleup Europe.

Éducation et attraction des talents

La Chine et l'Inde dominent l'offre technique nationale. En 2020, la Chine a formé 3,57 millions de diplômés en STIM, soit 40 % du total mondial; l'Inde, 2,55 millions, soit 30 %; et les États-Unis, 820 000, soit 9 %. En termes de proportion, en 2023, les filières STIM représentaient plus de 40 % des diplômés en Chine, plus de 30 % en Inde et environ 20 % aux États-Unis. L'Allemagne devance les États-Unis avec 36 %, la moyenne de l'Union européenne s'établissant à 27 %; le Japon affiche un pourcentage inférieur, tandis que le Canada compte 32 % de nouveaux étudiants de niveau postsecondaire dans les filières STIM.

L'IA de pointe dépend également de talents spécialisés et mobiles, domaine dans lequel l'avance des États-Unis est la plus évidente. Selon l'OCDE, les États-Unis accueillent 38 % de l'ensemble des étudiants étrangers en doctorat, tandis que la NFAP constate qu'environ 70 % des étudiants de cycle supérieur à temps plein dans les domaines de l'IA aux États-Unis sont étrangers. C'est là l'essence même de la dynamique américaine : elle ne se contente pas de former des talents nationaux; elle transforme la migration éducative mondiale en capacité de recherche, en jeunes pousses et en entreprises de pointe. Le Royaume-Uni, le Canada et l'Australie partagent cet avantage d'ouverture à plus petite échelle. Le Japon est beaucoup moins attractif, tandis que l'Inde dispose d'un vivier national considérable, mais continue d'exporter de nombreux étudiants et fondateurs de haut niveau.

La Chine est le concurrent le plus redoutable, car son vivier de talents est de plus en plus élitiste. L'outil « AI Talent Tracker » de MacroPolo révèle que 38 % des chercheurs d'élite en IA ont suivi leurs études de premier cycle en Chine, contre 24 % aux États-Unis et 10 % en Inde, tandis que les organismes américains emploient 59 % des chercheurs d'élite mondiaux. Ce qu'il faut retenir, c'est que la Chine forme une part croissante des meilleurs talents, mais que les États-Unis en captent toujours une grande partie : seuls 11 % des chercheurs d'élite formés en Chine travaillent en Chine, tandis que 72 % travaillent aux États-Unis.

Conversion entrepreneuriale

Stanford recense 40 modèles d'IA américains notables datant de 2024, contre 15 en Chine et trois en Europe. En 2025, 1 953 entreprises spécialisées dans l'IA ont reçu du financement aux États-Unis, 639 en Europe, 172 au Royaume-Uni et 161 en Chine, ce qui signifie qu'environ 56 % du total mondial revient aux États-Unis, 13 % à l'Europe hors Royaume-Uni et environ 5 % chacun pour le Royaume-Uni et la Chine. Le Global Entrepreneurship Monitor (GEM) confirme cette tendance : en 2024-2025, 19 % des adultes américains âgés de 18 à 64 ans créaient ou dirigeaient une jeune entreprise, ce qui représente un niveau historiquement élevé pour les États-Unis et supérieur de près des deux tiers à la moyenne des économies à revenu élevé du GEM. Les fondateurs issus de l'immigration restent toutefois au cœur du mouvement, puisqu'ils ont fondé ou cofondé 65 % des principales entreprises américaines spécialisées dans l'IA.

L'Europe dispose de l'expertise technique de l'Allemagne, du vivier d'ingénieurs d'élite de la France et de pôles d'IA en France, en Allemagne et aux Pays-Bas, mais elle ne dispose pas encore d'un véritable moteur. Lorsque des entreprises ambitieuses du secteur de l'IA ont besoin de gros clients, d'entreprises partenaires et d'une équipe de direction expérimentée pour accompagner leur croissance, les États-Unis deviennent souvent le choix le plus naturel. La Commission européenne affirme que seules 20 % des entreprises européennes collaborent activement avec des jeunes pousses, contre 50 % aux États-Unis. Le Royaume-Uni et le Canada constituent des pôles d'activité de moindre envergure, tandis que l'Australie, la Corée, Taïwan et le Japon sont davantage spécialisés; quant aux Émirats arabes unis et à l'Arabie saoudite, ils mettent en place des écosystèmes en s'appuyant sur des talents, des capitaux et des ressources informatiques importés.

Pilier 2 – Un pays peut-il tirer parti de l'IA pour favoriser une croissance économique structurelle?

Ce deuxième pilier de notre cadre prospectif d'évaluation des répercussions descendantes de l'IA déplace l'accent mis jusqu'ici sur la production d'une IA de pointe vers son exploitation à l'échelle de l'économie. La question déterminante est de savoir si un pays peut transformer les modèles, les logiciels et l'automatisation en gains généralisés et durables de productivité et de bien-être social, plutôt que de laisser les bénéfices s'accumuler principalement au sein d'un groupe restreint d'entreprises de pointe, de centres financiers et de travailleurs hautement qualifiés.

L'évaluation repose donc sur quatre variables :

1. **Structure économique** : L'IA se diffuse plus rapidement dans les industries et les secteurs où les activités s'appuient sur de grandes quantités de données et sont organisées à grande échelle.
2. **Capacité d'adaptation de la main-d'œuvre** : La technologie n'augmente la production que lorsque les travailleurs et les dirigeants redéfinissent les tâches et acquièrent des compétences complémentaires.
3. **Impact environnemental de l'IA** : La croissance de l'IA ne sera pas durable si elle entraîne une augmentation des émissions, du stress hydrique, des déchets électroniques ou de la résistance locale.
4. **Gouvernance, sécurité et confiance** : L'adoption de cette technologie repose sur la certitude que les risques sont bien gérés.

IA et inégalités

Les inégalités constituent la force sous-jacente qui imprègne ces quatre variables, et elles doivent être analysées à plusieurs niveaux :

1. Le premier niveau est mondial. Les économies du Nord disposent d'une connectivité, de marchés de capitaux, de systèmes éducatifs et d'institutions plus solides, tandis que de nombreuses économies du Sud ne disposent toujours pas des fondements essentiels nécessaires à la diffusion de l'IA. Selon les estimations de l'ONU, environ 30 % de la population mondiale n'avait toujours pas accès à Internet en 2024; le taux d'utilisation d'Internet s'élevait à 93 % dans les pays à revenus élevés, mais n'atteignait que 27 % dans les pays à faibles revenus.
2. Le deuxième niveau est sectoriel et régional. L'IA pourrait dynamiser rapidement certains services et l'industrie manufacturière de pointe, tandis que l'agriculture, le petit commerce de détail, la construction, les soins, les collectivités locales et les régions les plus défavorisées l'adopteront plus lentement.
3. Le troisième niveau est individuel. Même au sein d'un même pays ou d'un même secteur, les résultats varient en fonction du niveau d'études, du revenu, de l'âge, du genre, de l'origine ethnique, du pouvoir de négociation et du fait qu'une personne travaille ou non dans une entreprise capable d'investir dans des technologies complémentaires. La question du genre illustre bien ce risque : une étude danoise a révélé que les femmes étaient environ 20 % moins susceptibles que les hommes d'utiliser ChatGPT, même au sein d'un même milieu de travail et après avoir pris en compte les tâches précises. Cela a son importance, car les premiers utilisateurs apprennent plus vite, mettent en place les flux de travail plus tôt et peuvent ainsi bénéficier d'avantages plus importants en matière de salaire et d'avancement.

Cette distinction est importante, car l'IA peut échouer sur le plan économique même si elle réussit sur le plan technologique. Si les gains restent concentrés dans quelques

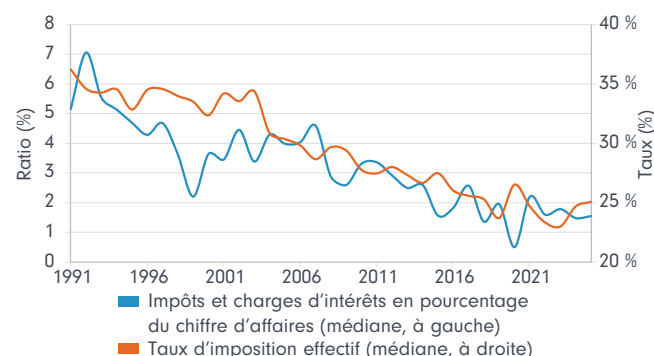
entreprises, secteurs et villes, ils risquent de ne pas être suffisants pour faire progresser la productivité globale, ou bien ils pourraient être contrebalancés par une baisse de la demande, la précarité de l'emploi et une résistance politique. Eurostat a indiqué que 20 % des entreprises de l'UE comptant au moins dix employés utilisaient l'IA en 2025, contre 13 % en 2024, mais son adoption reste inégale selon les pays et la taille des entreprises. Les États-Unis sont peut-être à la pointe, mais ils courent tout de même le risque que « le gagnant rafle la mise », car les retombées de l'IA sont concentrées dans les grandes entreprises technologiques. La Chine dispose d'une envergure considérable et de capacités étatiques, mais son fossé entre zones urbaines et rurales reste important. L'Inde présente un énorme potentiel de diffusion, mais la question qui se pose est de savoir si l'IA atteindra les travailleurs du secteur informel, les microentreprises et les services publics, plutôt que les seules grandes entreprises du secteur des TI et les consommateurs à l'aise avec le numérique.

Conséquences fiscales

L'une des tendances les plus importantes à surveiller est celle de la fiscalité. Les États-providence modernes s'appuient fortement sur les revenus du travail, tandis que les taux d'imposition effectifs des sociétés ont diminué au cours des 30 dernières années (figure 11) : l'OCDE indique qu'en 2023, les cotisations de sécurité sociale représentaient 26 % des recettes fiscales et l'impôt sur le revenu des particuliers 25 %, contre 12 % pour l'impôt sur les sociétés et 5 % pour les impôts fonciers. En 2025, le coin fiscal moyen a atteint 35 %, l'Allemagne, la France et l'Italie dépassant les 45 %. Si l'IA augmente la productivité tout en réorientant les revenus du travail vers les gains en capital et le pouvoir de marché, les entreprises pourraient dans un premier temps bénéficier de marges et de valorisations plus élevées; toutefois, la pression politique en faveur d'une imposition de ces gains risque de s'accroître si les retombées positives ne sont pas largement partagées. La fiscalité est donc à la fois un instrument de redistribution et une variable clé pour les investisseurs qui évaluent la pérennité des bénéfices des entreprises après impôts. Les pays qui tirent le plus grand profit de l'IA auront besoin d'un nouvel accord fiscal; toutefois, la coopération mondiale sera fondamentale, même si elle s'avère plus difficile dans un monde fragmenté, car les bénéfices, la main-d'œuvre qualifiée, les sièges sociaux et les investissements dans les centres de données peuvent se déplacer d'un pays à l'autre, ce qui rend les stratégies fiscales purement nationales moins efficaces.

Tableau 11 – La baisse des impôts et des charges d'intérêts a favorisé les bénéfices des entreprises

Cependant, les taux d'intérêt ont désormais augmenté et il est peu probable que les impôts continuent de baisser.



Sources : Bloomberg, Fidelity International, 30 juin 2026.

Structure économique

Dans sa forme la plus simple, la croissance économique peut résulter d'une hausse de la productivité du travail ou d'une augmentation du nombre d'heures travaillées. La première dépend en fin de compte de deux critères : le fait qu'une économie compte suffisamment d'activités sur lesquelles l'IA peut avoir une incidence, et le fait que l'adoption de l'IA dans ces activités soit suffisamment répandue pour avoir une incidence notable.

À l'avenir, deux tendances seront particulièrement déterminantes. La première est de savoir si, et à quelle vitesse, les entreprises pourront adapter leurs processus de travail. Il reste encore beaucoup à faire avant que les retombées positives de l'IA ne se manifestent à l'échelle de l'ensemble de l'économie. Cependant, toutes les entreprises n'en bénéficieront pas de la même manière et il y aura des disparités au sein des secteurs lorsque cela se produira, de sorte que les perturbations risquent également de s'intensifier.

La seconde tendance portera sur la capacité de la politique industrielle à rapatrier des activités stratégiques, telles que l'industrie manufacturière, comme on le constate dans certaines régions des États-Unis. Cela constituera un défi, car l'avantage de la Chine ne réside plus uniquement dans les coûts, mais aussi dans la diversité de son réseau de fournisseurs, ses capacités d'ingénierie et son savoir-faire en matière de production, autant d'éléments difficiles à reproduire rapidement aux États-Unis ou en Europe.

Il sera important de suivre le rythme d'adoption dans les différents secteurs et au sein des économies. Si, dans un premier temps, les retombées positives de l'IA peuvent favoriser des économies, comme les États-Unis et le Royaume-Uni, où l'adoption de logiciels et de services fondés sur les grands modèles de langage (GML) est la plus forte, les progrès réalisés dans les domaines de la robotique, de la logistique et de la vision artificielle pourraient faire basculer les avantages, à un stade ultérieur, vers des économies davantage axées sur le secteur manufacturier, comme la Chine, le Japon et l'Allemagne.

L'IA dans le secteur des services

L'IA peut se diffuser plus rapidement dans les services, en particulier les services cognitifs où la valeur est créée à partir du langage, du code, des données, des documents et des décisions, que ce soit dans les domaines de la finance, des logiciels, de l'administration des soins de santé ou du gouvernement.

C'est pourquoi la plupart des économies à revenus élevés partent avec un avantage :

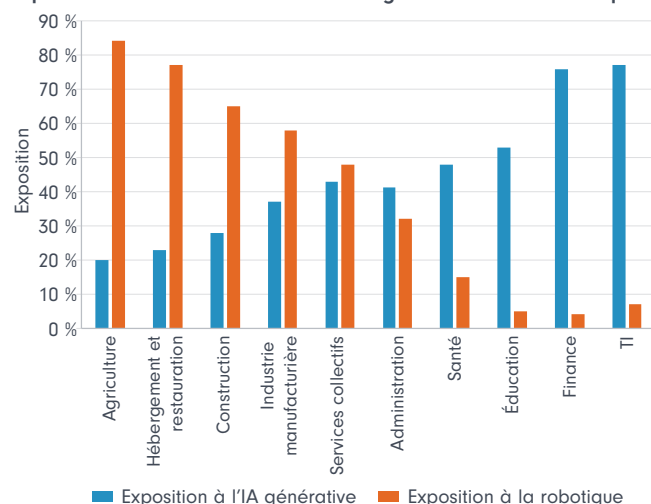
- Aux États-Unis, les secteurs privés producteurs de services représentent environ 78 % du PIB, tout comme au Royaume-Uni et à Singapour.
- L'Europe est vaste, mais la situation y est moins tranchée : les services représentent environ 66 % du PIB. La France et l'Espagne sont davantage tournées vers les services, tandis que l'Italie et l'Allemagne conservent une identité industrielle plus marquée.
- Le Japon est également plus axé sur les services qu'on ne le suppose souvent, avec un taux de 70 %.
- La Chine et l'Inde, avec respectivement 56,7 % et 49,9 %, ont une exposition aux services cognitifs plus limitée à court terme, mais disposent de créneaux solides dans les domaines des plateformes, des technologies de l'information, de la logistique et des infrastructures publiques numériques qui pourraient prendre de l'ampleur au fil du temps.

Mais il ne s'agit pas seulement de la taille du secteur des services; la nature du travail a également son importance. L'exposition sectorielle crée des occasions, mais les gains de productivité ne se concrétisent que lorsque les entreprises réorganisent réellement le travail en fonction de l'IA. Les données indiquent que l'adoption de l'IA est en effet plus élevée dans les services les plus alignés sur le canal cognitif : les données de l'OCDE montrent qu'en 2025, 57 % des entreprises du secteur des technologies de l'information et de la communication et 37 % des entreprises du secteur des services professionnels et scientifiques utilisaient l'IA, soit les parts les plus élevées de tous les secteurs. Pourtant, l'adoption est encore loin d'avoir atteint la saturation. Dans l'ensemble des pays de l'OCDE, seules 20 % des entreprises utilisaient l'IA en 2025, bien que ce chiffre soit en hausse par rapport aux 8,7 % enregistrés en 2023.

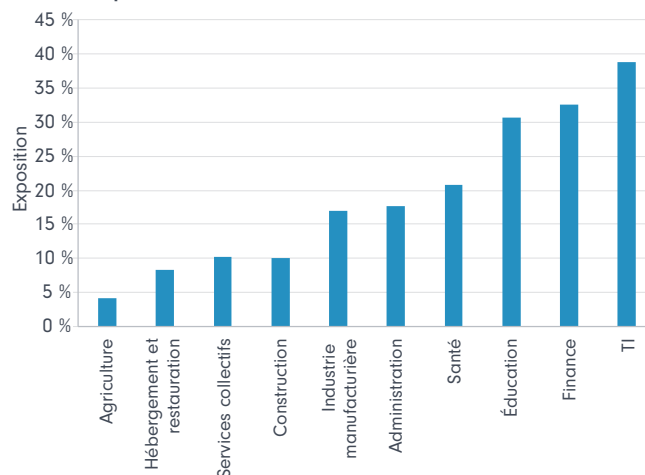
Tableau 12 – L'exposition à l'IA (et à la robotique) varie selon les secteurs

Même si l'adoption actuelle est également inégale

Exposition des secteurs américains à l'IA générative et à la robotique



Taux d'adoption actuel de l'IA dans les secteurs américains



À titre d'illustration seulement.

Sources : OCDE, U.S. Census BTOS, Fidelity International, janvier 2026.

IA physique

L'IA générative autonome touche d'abord les services administratifs, car les données d'entrée sont déjà numériques. Cependant, la robotique augmentée par l'IA étend ce phénomène à l'industrie manufacturière, à la logistique et, à terme, à l'agriculture, intégrant ainsi les emplois manuels dans la transition vers l'IA.

Le calendrier est toutefois déterminant, car l'IA appliquée aux services peut se diffuser plus rapidement, tandis que la robotique nécessite des machines, des capteurs, des systèmes d'intégration, des dispositifs de sécurité et le renouvellement du capital fixe; son adoption risque donc d'être plus lente.

Le secteur manufacturier devient de plus en plus compatible avec les machines. Les industries de moyenne et haute technologie représentaient 51 % de la valeur ajoutée mondiale du secteur manufacturier en 2023; à eux seuls, les ordinateurs, l'électronique et les produits optiques en représentaient 12 %, les véhicules à moteur 9 %, et les produits chimiques et les machines 8 %. Ce sont précisément les secteurs où la robotique augmentée par l'IA peut jouer un rôle déterminant, car elle permet de réduire les défauts, d'accélérer la conception, d'améliorer la maintenance, d'optimiser les stocks et de rendre l'automatisation plus flexible.

- La Chine joue un rôle central dans le domaine de l'IA physique, et son cadre politique évolue, passant de l'automatisation traditionnelle à une robotique intelligente haut de gamme intégrant l'IA. Son secteur manufacturier représente aujourd'hui 25 % du PIB, et son adoption de la robotique devance celle des autres pays, avec 295 000 robots industriels installés en 2024, soit 54 % des déploiements mondiaux. Avec plus de deux millions de robots en service et des fournisseurs nationaux de robots couvrant 57 % de son marché, cela devient un atout en matière d'IA incarnée.
- La Corée, le Japon et l'Allemagne constituent les autres exemples phares en matière d'IA industrielle : en Corée, le secteur manufacturier représente 27 % du PIB et le pays affiche la plus forte densité de robots au monde, avec 1 220 robots pour 10 000 travailleurs; au Japon, où ce secteur représente 21 % du PIB, 44 500 robots ont été installés en 2024; l'Allemagne, où le secteur manufacturier représente 18 % du PIB, en a installé 27 000, soit 32 % du total européen. L'Italie (9 000 installations), l'Espagne et la France (5 000) sont moins importantes, mais jouent également un rôle significatif.
- Aux États-Unis, le secteur manufacturier représente 10 % du PIB et compte 34 200 installations, mais le pays occupe une position de chef de file dans les domaines de la fabrication de pointe, de l'aérospatiale, de la défense et des logiciels industriels.
- L'Inde, avec 13 %, a installé un nombre record de 9 100 robots et figure déjà parmi les dix premières économies manufacturières.



Capacité d'adaptation de la main-d'œuvre

La capacité d'adaptation de la main-d'œuvre, tant pour les travailleurs que pour les dirigeants, est le pivot entre l'IA en tant que révolution de la productivité et l'IA en tant que choc sur le marché du travail. L'innovation peut détruire, augmenter et créer de nouveaux emplois, et c'est l'équilibre entre ces effets qui détermine les résultats économiques et sociaux. Le FMI estime que près de 40 % des emplois dans le monde sont concernés par l'IA, ce pourcentage s'élevant à environ 60 % dans les économies avancées.

L'IA, la robotique et le vieillissement de la population vont redéfinir la pénurie de main-d'œuvre, en particulier pour les PME. L'OCDE a indiqué que près de 40 % des personnes confrontées à un déficit de compétences affirment que l'IA générative a déjà contribué à le combler, tandis qu'un quart d'entre elles estiment qu'elle a contribué à remédier à la pénurie de main-d'œuvre. Il est intéressant de noter que les avantages signalés sont plus marqués au Japon et en Corée, où le vieillissement de la population réduit déjà l'offre de main-d'œuvre. Comme l'indique notre sondage auprès des analystes, la Chine revêt une importance particulière à cet égard, car l'innovation et l'adoption des technologies d'IA dans le domaine de la robotique s'accroissent, même si les exemples actuels montrent également que l'autonomie totale nécessite

encore de meilleurs modèles, une intégration plus poussée entre le matériel et les logiciels, ainsi que des données de mouvement en 3D plus riches. Parallèlement, toutefois, les agents d'IA pourraient également entraîner une réduction des postes de service de premier échelon, affaiblissant ainsi le parcours professionnel menant du jeune diplômé au professionnel expérimenté.

Le scénario central plausible n'est donc ni un effondrement de l'emploi ni une utopie des loisirs, mais une réorganisation substantielle et inégale du travail. De nombreux emplois connaîtront des changements considérables et certains travailleurs pourraient devoir sortir de leur zone de confort, réinventer leur rôle ou se réorienter vers d'autres métiers, plutôt que de se contenter d'une adaptation marginale. Les données recueillies auprès des entreprises vont dans ce sens : dans notre sondage auprès des analystes de 2026, 90 % de nos analystes ont affirmé qu'au moins certaines des entreprises qu'ils suivent bénéficient de gains de productivité liés à l'IA, mais 62 % ont précisé que ces avantages restent limités à une minorité d'entreprises. Environ 50 % des analystes ont également indiqué que les entreprises accomplissent davantage avec le même nombre d'employés, ce qui suggère que le premier effet sur le marché du travail est souvent « même effectif, production accrue ».

Compétences en IA : un facteur déterminant pour l'adoption

Selon l'OCDE, environ 40 % des employeurs (en particulier les PME) des secteurs de l'industrie manufacturière et de la finance qui n'avaient pas adopté l'IA ont cité le manque de compétences comme principal obstacle à cette adoption. Elle note que peu d'entre eux sont susceptibles d'avoir besoin de compétences pointues propres à l'IA, telles que la programmation ou le développement de modèles, mais que davantage auront besoin de compétences numériques, d'aptitudes à l'interprétation des données et à la résolution de problèmes, de créativité et de capacités de gestion. En matière de compétences fondamentales, le Japon reste la référence. Le Royaume-Uni affiche également de bons résultats, se classant au deuxième rang des économies du G7 en matière d'alphabétisation et de résolution de problèmes, tandis que le Canada semble également bien placé. L'Allemagne est la plus performante des grandes économies de l'Union monétaire européenne, mais la zone euro présente des disparités, la France, l'Espagne et l'Italie affichant des résultats plus faibles. Les États-Unis combinent des entreprises de pointe en IA avec des compétences moyennes chez les adultes et une importante frange de population peu qualifiée, ce qui rend la diffusion puissante, mais socialement inégale.

Diffusion de l'IA

La diffusion varie d'une entreprise à l'autre. Les États-Unis sont les plus performants en matière d'adoption à court terme, car ils combinent des entreprises de pointe, des compétences de gestion de haut niveau et une réaffectation rapide des emplois. Cela accélère l'adoption, mais peut également se répercuter rapidement sur les postes de bureau, administratifs, de service à la clientèle et les postes de jeunes professionnels. Le Royaume-Uni, le Canada et l'Australie font également preuve d'une certaine souplesse, mais à une échelle moindre. L'Allemagne et le Japon sont plus susceptibles de s'adapter par le biais des grandes entreprises, de la formation interne et de la réorganisation des processus, tandis que la France, l'Italie et l'Espagne sont confrontées à des frictions plus importantes, car les compétences des adultes, moins élevées, se heurtent à des marchés du travail plus réglementés. Le système chinois permet de redéployer la main-d'œuvre grâce à la politique industrielle, mais dans une moindre mesure par le biais d'une mobilité professionnelle ouverte et transférable d'un emploi à l'autre.

Formation des adultes

La capacité d'adaptation dépend de plus en plus du renouveau professionnel en milieu de carrière. Plus de la moitié des travailleurs utilisant l'IA indiquent avoir suivi une formation financée par leur employeur, et les utilisateurs formés sont plus susceptibles de faire état d'un meilleur rendement et de meilleures conditions de travail. L'Europe dispose d'un avantage formel à cet égard, car elle possède des institutions sociales plus solides et un cadre politique plus affirmé en matière d'apprentissage tout au long de la vie, mais les chiffres restent insuffisants pour faire face à un choc lié à l'IA : Eurostat indique que seuls 28 % des adultes de l'UE âgés de 25 à 64 ans ont participé à des activités d'éducation ou de formation au cours des 12 mois précédents, en 2024. La Chine peut mobiliser des moyens à grande échelle, puisqu'elle s'est engagée à subventionner la formation professionnelle de plus de 75 millions de personnes au cours du 14^e plan quinquennal. Les États-Unis s'appuient davantage sur une reconversion professionnelle menée par les employeurs et dictée par le marché, ce qui peut s'avérer rapide dans les secteurs de pointe, mais laisse de nombreux travailleurs sans protection. Le Royaume-Uni, le Canada et l'Australie se situent entre ces deux modèles : ils disposent de compétences moyennes des adultes supérieures à celles des États-Unis et de marchés du travail plus souples que ceux de la plupart des pays d'Europe continentale, mais leurs systèmes de reconversion professionnelle doivent encore être considérablement renforcés si les perturbations liées à l'IA viennent à toucher rapidement les services administratifs.

L'impact environnemental de l'IA

Les résultats sur le plan environnemental dépendront à la fois de la capacité à produire de l'IA de manière durable et de sa capacité à résoudre les problèmes environnementaux. Cette technologie peut contribuer à l'optimisation des réseaux électriques, à l'efficacité industrielle, à la modélisation climatique, à la détection du méthane et à la découverte de nouveaux matériaux; l'AIE estime d'ailleurs à 1,4 Gt le potentiel de réduction des émissions de CO₂ d'ici 2035. Toutefois, la transition énergétique, la cohérence des politiques gouvernementales et la coopération internationale détermineront si ces gains se concrétiseront.

À l'heure actuelle, les centres de données constituent le principal facteur de pression sur l'environnement. L'essor de l'IA transforme une demande informatique abstraite en questions locales concrètes concernant les réseaux électriques, les émissions de CO₂, les prélèvements d'eau, l'occupation des sols, le bruit et les déchets électroniques, ajoutant ainsi une nouvelle source de pression aux problèmes mondiaux préexistants. À l'échelle macroéconomique, certains de ces effets peuvent encore paraître modestes par rapport à l'économie dans son ensemble, mais ils pèsent sur des systèmes locaux déjà mis à rude épreuve. Aux États-Unis, par exemple, l'expansion rapide des centres de données a déjà suscité des réactions hostiles au niveau local et fait l'objet d'un examen minutieux de la part du Congrès dans certaines régions.

Si l'on examine les différentes régions, l'UE se démarque clairement en matière de gouvernance environnementale, car elle s'efforce de rendre l'empreinte de l'IA mesurable, comparable et, à terme, gérable. Sa directive sur l'efficacité énergétique impose aux grands centres de données de rendre compte de leur rendement énergétique; la Commission européenne met au point des outils d'efficacité comprenant des indicateurs énergétiques et hydriques; enfin, la loi sur l'IA instaure la transparence énergétique pour les modèles d'IA à usage général.

Contraintes liées à l'eau

L'eau devient de plus en plus une contrainte de production et pourrait jouer un rôle croissant pour déterminer si un pays est capable de produire une IA de pointe. Elle est présente tout au long de la chaîne de valeur, car le refroidissement des centres de données, la production d'électricité, les usines de fabrication de semi-conducteurs, l'exploitation minière et le traitement des minéraux peuvent tous être très gourmands en eau. Le choix du site est donc crucial. Les sites d'entraînement de l'IA pouvant être implantés loin des utilisateurs finaux, les développeurs optent souvent pour des petites villes ou d'anciennes régions industrielles offrant des terrains bon marché, des autorisations rapides, des incitatifs fiscaux et un accès au réseau électrique. L'avantage fiscal peut sembler attractif, car les centres de données génèrent des recettes fiscales foncières sans pour autant augmenter considérablement la population locale; toutefois, un site abritant un fournisseur de services infonuagiques à très grande échelle de 100 MW aux États-Unis peut consommer environ deux millions de litres par jour sur l'ensemble de son empreinte, soit l'équivalent d'environ 6 500 foyers.

Le risque lié à l'eau est donc autant local que national. Un pays peut disposer de ressources en eau suffisantes dans l'ensemble, mais un nouveau pôle de centres de données peut susciter des résistances s'il est implanté dans un bassin versant chaud, sec ou sensible. La région Asie-Pacifique est particulièrement exposée, car elle pourrait représenter environ la moitié de la consommation d'eau prévue pour les centres de données d'ici 2030. Taïwan en est le signal d'alerte le plus flagrant : lors de la sécheresse de 2021, les réservoirs sont tombés à moins de 5 % de leur capacité et plus d'un million de foyers et d'entreprises ont été soumis à un rationnement; on a demandé aux utilisateurs industriels de réduire leur consommation d'eau, et 74 000 hectares de rizières ont été privés d'irrigation tandis que la production de puces électroniques était préservée.

Émissions

À l'heure où les émissions mondiales doivent diminuer, la croissance des centres de données reposant sur l'IA va dans la direction opposée. L'AIE estime que les centres de données ont produit environ 180 Mt de CO₂ indirect en 2024, soit 0,5 % des émissions mondiales liées à la combustion de combustibles, un chiffre déjà comparable à celui d'un pays comme l'Espagne.

Rien qu'aux États-Unis, les centres de données pourraient représenter 3 à 5 % des émissions liées à la combustion d'ici 2035. La variable déterminante est donc de savoir si les réseaux électriques se décarbonent assez rapidement : la Chine est vulnérable si le charbon reste une source d'énergie importante, tandis que l'Europe bénéficie d'une énergie plus propre.

Matières premières / déchets électroniques

Un risque environnemental plus large réside dans le matériel informatique, les minéraux et les déchets électroniques. Les serveurs, les réseaux, les systèmes de refroidissement et les appareils dotés d'intelligence artificielle devront faire l'objet d'une mise à niveau rapide, ce qui créera une pression liée à l'obsolescence. La demande en minéraux destinés à l'IA reste faible par rapport à celle liée aux énergies propres, mais d'ici 2030, l'expansion des centres de données pourrait nécessiter jusqu'à 2 % de la demande en cuivre et en silicium de 2024, plus de 3 % de la demande en terres rares et 11 % de celle en gallium. Cela amplifie les risques locaux en Chine, en Indonésie, au Chili et en République démocratique du Congo, notamment les préoccupations liées au travail des enfants dans l'extraction du cobalt et à la pollution liée au nickel. Les déchets électroniques constituent un autre point de tension : 62 millions de tonnes ont été générés en 2022, dont seulement 22,3 % ont été officiellement recyclés, et l'IA générative pourrait ajouter entre 1,2 et 5 millions de tonnes d'ici 2030.

Gouvernance, sécurité et confiance

La réglementation de l'IA passe désormais des grands principes à la mise en œuvre concrète. Le défi central consiste à mettre en place un système de gouvernance de l'IA qui n'étouffe pas l'innovation, mais l'oriente vers des résultats plus équitables, plus sûrs et plus responsables, afin que les avantages de l'IA soient partagés plus largement entre les entreprises, les travailleurs et la société dans son ensemble.

Les gouvernements traduisent déjà leurs engagements en faveur d'une IA sûre, responsable et centrée sur l'humain en lois, normes, règles d'approvisionnement et attentes en matière de surveillance. L'IA générative a accéléré cette évolution, car la réglementation s'applique désormais de plus en plus aux modèles de base (systèmes polyvalents pouvant être réutilisés dans de nombreuses applications, plutôt que dans des cas d'utilisation donnés tels que l'évaluation de solvabilité, le recrutement ou le diagnostic médical).

Europe : une approche globale

Pour les pays de l'UE, le cadre central est la loi européenne sur l'IA, qui est exhaustive, horizontale et fondée sur les risques. Elle s'applique à l'ensemble de l'économie, concerne de nombreux acteurs de la chaîne de valeur de l'IA et combine des interdictions strictes visant des pratiques telles que la notation sociale et la manipulation préjudiciable avec des obligations plus rigoureuses lorsque le risque de préjudice est plus élevé. Depuis août 2025, les règles ont également commencé à s'appliquer aux modèles d'IA à usage général, y compris les modèles de base, imposant des obligations en matière de documentation et de transparence, ainsi que des devoirs supplémentaires en matière de gestion des risques pour les modèles les plus puissants.

États-Unis et Royaume-Uni : une approche flexible

Les États-Unis et le Royaume-Uni partagent une approche plus décentralisée, bien que leurs dispositifs institutionnels diffèrent. Les États-Unis ne disposent pas d'une loi fédérale unique sur l'IA équivalente à la loi européenne sur l'IA; ils s'appuient plutôt sur les organismes de réglementation sectoriels, les initiatives au niveau des États, les règles en matière d'approvisionnement et les normes volontaires, notamment le cadre de gestion des risques liés à l'IA (AI Risk Management Framework). De même, le Royaume-Uni demande aux organismes de réglementation existants d'appliquer des principes communs, tels que la sécurité, la transparence, l'équité, la responsabilité et la contestabilité au sein de leurs propres secteurs, tout en investissant massivement dans l'évaluation des modèles de pointe par l'intermédiaire de l'AI Security Institute. Les atouts de l'approche adoptée par les États-Unis et le Royaume-Uni résident dans la flexibilité, la rapidité et la proximité avec les avancées techniques, tandis que ses faiblesses sont la fragmentation et le risque que les mesures de protection varient selon le secteur, l'organisme de réglementation, l'État ou le cycle politique.

Quatre enjeux clés en matière de gouvernance

Cybersécurité : l'IA de pointe sera de plus en plus utilisée tant pour défendre que pour attaquer les systèmes critiques. Le Projet Glasswing et le modèle Claude Mythos Preview d'Anthropic montrent la voie à suivre : les mêmes modèles qui peuvent aider les défenseurs à détecter des vulnérabilités peuvent également susciter des craintes quant à une exploitation automatisée, en particulier dans le secteur bancaire et d'autres secteurs d'infrastructures essentielles.

Hypertrucages : la voix synthétique, la vidéo et l'usurpation d'identité menacent les mécanismes fondamentaux de confiance des marchés, des élections et des institutions.

Protection des utilisateurs : elle revêtira une importance capitale, en particulier pour les enfants et les adolescents, à mesure que l'IA recoupe les domaines de la santé mentale, de la manipulation, de la vie privée, de l'éducation et du développement de l'enfant. L'interdiction des médias sociaux imposée aux moins de 16 ans en Australie montre que des mesures de contrôle fondées sur l'âge peuvent être mises en place rapidement; une pression similaire pourrait s'exercer sur les outils d'IA par le biais de l'authentification, de la vérification de l'âge, des contrôles d'accès et des tests de sécurité.

Création de nouveaux cadres et institutions

internationaux : certains ont déjà vu le jour, notamment le Réseau international des instituts de sécurité de l'IA, lancé par des organismes de sécurité de l'IA et des instances mandatées par les gouvernements de pays et de territoires tels que les États-Unis, le Royaume-Uni, l'Union européenne, le Japon, la Corée, le Canada, l'Australie et Singapour. À ce stade, ces initiatives s'apparentent davantage aux prémices d'une gouvernance internationale de l'IA qu'à une réglementation mondiale : un langage commun, des méthodes de test communes, des rapports de risque comparables, le partage d'informations sur les incidents et des canaux diplomatiques pour faire face à de futures crises.

Renseignements importants

Le présent document est réservé aux investisseurs institutionnels et aux spécialistes en placements et ne doit pas être diffusé au grand public ni être consulté par les investisseurs privés.

Ce document est fourni à titre indicatif seulement et il s'adresse exclusivement à la personne ou à l'entité à qui il est transmis. Il est interdit de le reproduire ou de le transmettre à quiconque sans l'autorisation préalable de Fidelity.

Le contenu de ce document ne constitue pas une distribution, ni une offre ou une sollicitation de recourir aux services de gestion de placement de Fidelity; il ne constitue pas non plus une sollicitation ou une offre d'achat ou de vente de titres dans tout territoire ou pays où une telle distribution ou une telle offre ne sont pas autorisées ou contreviendraient à la législation locale. Fidelity ne prétend pas que ce contenu soit pertinent dans toutes les régions ni que les opérations ou les services qui y sont mentionnés soient disponibles ou appropriés pour la vente ou l'utilisation dans tout pays ou toute juridiction, ou par tout investisseur ou toute contrepartie.

Cette communication ne s'adresse pas aux personnes se trouvant aux États-Unis et ces dernières ne doivent prendre aucune décision en fonction de l'information qu'elle contient. Toute personne ou entité qui consulte cette information le fait de sa propre initiative, s'engage à respecter les lois et les réglementations locales applicables et devrait s'adresser à des conseillers professionnels.

Ce document peut contenir de l'information provenant de sociétés qui ne sont pas affiliées à Fidelity (« contenu de tierces parties »). Fidelity n'a pas participé à la préparation, au choix ou à la rédaction de ce contenu de tierces parties et elle n'approuve ni ne recommande cette information, que ce soit de façon explicite ou implicite. Fidelity International n'est pas responsable des erreurs ou omissions relatives à des renseignements précis fournis par des tierces parties.

Fidelity International se rapporte au groupe de sociétés qui constituent l'organisation mondiale de gestion des placements et fournit des produits et des services dans des territoires à l'extérieur de l'Amérique du Nord. Fidelity, Fidelity International, le logo Fidelity International et le symbole F sont des marques de commerce de FIL Limited. Fidelity ne fait qu'offrir des renseignements sur des produits et services et ne fournit aucun conseil en placement fondé sur la situation personnelle des investisseurs, sauf indication contraire par un cabinet autorisé de façon appropriée, dans une communication officielle avec le client.

Europe : Le présent document est publié par FIL Pensions Management (autorisée et réglementée par la Financial Conduct Authority au Royaume-Uni), FIL Investment Management (Luxembourg) S.à r.l. (autorisée et supervisée par la CSSF, Commission de Surveillance du Secteur Financier), FIL Gestion (autorisée et supervisée par l'Autorité des marchés financiers, N° GP03-004, 21, avenue Kléber, 75016 Paris) et FIL Investment Switzerland AG.

ÉAU : La succursale du Dubai International Financial Centre (DIFC) de FIL Distributors International Limited est réglementée par la Dubai Financial Services Authority (DFSA) pour l'offre de services d'organisation d'opérations d'investissement seulement. Les communications et les services s'adressent uniquement aux clients professionnels et aux contreparties des marchés. Les personnes autres que les clients professionnels et les contreparties des marchés, comme les clients du secteur de détail, ne sont PAS les destinataires de nos communications ou de nos services. La succursale est établie conformément à la DIFC Companies Law à titre de succursale de FIL Distributors International Limited, dont le numéro d'enregistrement est CL2923 et qui est enregistrée aux Bermudes. FIL Distributors International Limited est enregistrée auprès de la Bermuda Monetary Authority pour exercer des activités d'investissement.

À Hong Kong, le présent document est publié par FIL Investment Management (Hong Kong) Limited et n'a pas été examiné par la Securities and Future Commission.

À Singapour, FIL Investment Management (Singapore) Limited (numéro d'immatriculation d'entreprise 199006300E) est le représentant juridique de Fidelity International. La Monetary Authority of Singapore n'a pas examiné le présent document/la présente annonce.

À Taïwan, exploitée de façon indépendante par Fidelity Securities Investment Trust Co. (Taïwan) Limited 11F, No 68, Zhongxiao East Road, Section 5, Taipei 110, Taïwan, R.O.C. Numéro du service à la clientèle : 0800-00-9911.

En Corée, le présent document est publié par FIL Asset Management (Korea) Limited. Le présent document n'a pas été examiné par le Financial Supervisory Service; il est destiné aux investisseurs institutionnels et professionnels uniquement, à titre de renseignements généraux.

Au Japon, le présent document est préparé par FIL Investments (Japan) Limited (ci-après appelée « FIJ ») en fonction de données fiables; toutefois, FIJ n'est pas tenue responsable de son exactitude ou de son exhaustivité. Les renseignements contenus dans le présent document sont utiles à la date et à l'heure où le document a été préparé et peuvent changer sans préavis, selon la conjoncture du marché et d'autres conditions. Tous les droits relatifs à ce document, à l'exception des cotes, sont détenus par FIJ et ne devraient en aucun cas être utilisés ou copiés partiellement ou entièrement à quelque fin que ce soit sans autorisation. Ce document vise à fournir des renseignements à titre de référence seulement, mais ne vise pas à recommander ou à solliciter des fonds ou des titres.

À titre indicatif seulement. Ni FIL Limited ni aucun membre du groupe Fidelity n'est autorisé à exercer des activités de gestion de fonds à Brunei, en Indonésie, en Malaisie, en Thaïlande et aux Philippines.

FIL Investment Management (Australia) Limited (ABN 34 006 773 575, AFSL n° 237865) et FIL Responsible Entity (Australia) Limited (ABN 33 148 059 009, AFSL n° 409340) sont les représentants légaux de Fidelity International en Australie. Ce document est destiné à fournir des renseignements généraux aux personnes considérées comme des « clients de gros » au sens de l'article 761G de la *Corporations Act 2001 (Cth)* et a été préparé sans tenir compte des objectifs, de la situation financière ou des besoins d'une personne en particulier. Il ne doit pas être distribué à des clients du secteur de détail ni utilisé par ceux-ci.

GCT260704GLO





PLACEMENTS INSTITUTIONNELS
FIDELITY CANADA^{MC}

Ce document est publié par Fidelity Investments Canada s.r.l. (« FIC »). Sauf indication contraire, toutes les opinions exprimées sont celles de Fidelity International qui agit à titre de sous-conseiller pour certains mandats et produits de placements institutionnels de FIC.

L'information que contient ce document est fournie à titre indicatif seulement et elle s'adresse exclusivement à la personne ou à l'entité à qui elle est transmise. Il est interdit de reproduire ou de transmettre ce document à quiconque sans l'autorisation préalable de Fidelity.

Le contenu de ce document ne constitue pas une distribution ni une offre ou une sollicitation de recourir aux services de gestion de placement de Fidelity; il ne constitue pas non plus une sollicitation ou une offre d'achat ou de vente de titres dans tout territoire ou pays où une telle distribution ou une telle offre ne sont pas autorisées ou contreviendraient aux lois et règlements régionaux. Fidelity ne prétend pas que ce contenu soit pertinent dans toutes les régions ni que les opérations ou les services qui y sont mentionnés soient disponibles ou appropriés pour la vente ou l'utilisation dans tout pays ou toute juridiction, ou par tout investisseur ou toute contrepartie.

Ce document ne s'adresse pas aux personnes se trouvant aux États-Unis et ces dernières ne doivent prendre aucune décision en fonction de l'information qu'il contient; ce contenu est uniquement destiné aux personnes qui résident dans les territoires où la distribution des fonds correspondants est autorisée, ou dans lesquels cette autorisation n'est pas nécessaire. Fidelity n'est pas habilitée à gérer ou à distribuer des fonds ou des produits de placement aux personnes qui résident en Chine continentale ni à leur fournir des services de gestion ou de conseils en placement. Toute personne ou entité qui consulte cette information le fait de sa propre initiative, s'engage à respecter les lois et les réglementations locales applicables et devrait s'adresser à des conseillers professionnels.

Toute référence dans le présent document à des titres en particulier ne doit pas être interprétée comme une recommandation d'achat ou de vente de ces titres; elle est incluse à titre d'information seulement. Les investisseurs doivent également noter que les opinions exprimées ne sont peut-être plus d'actualité et que Fidelity peut avoir déjà pris des mesures en fonction de celles-ci. Les recherches et les analyses contenues dans le présent document ont été obtenues par Fidelity pour ses propres besoins à titre de gestionnaire de placements et peuvent déjà avoir été utilisées à ces fins. Ce document a été créé par Fidelity International.

Ce document peut contenir des « énoncés prospectifs » qui reposent sur certaines hypothèses prévisionnelles. Ces énoncés se fondent sur l'information disponible à la date à laquelle ils sont préparés et FIC décline toute obligation de les mettre à jour. Les événements réels sont difficiles à prévoir et peuvent différer des hypothèses. Il est impossible de garantir que les énoncés prospectifs, y compris ceux qui présentent des rendements projetés, se concrétiseront, ou que les conditions du marché ou les rendements réels ne différeront pas de manière importante ou défavorable de ceux qui sont prévus. Le rendement antérieur n'est pas une indication fiable des résultats futurs.

Ce document peut contenir de l'information provenant de sociétés qui ne sont pas affiliées à Fidelity (« contenu de tierces parties »). Fidelity n'a pas participé à la préparation, au choix ou à la rédaction de ce contenu de tierces parties et elle n'approuve ni ne recommande cette information, que ce soit de façon explicite ou implicite.

Fidelity International se rapporte au groupe de sociétés qui constituent l'organisation mondiale de gestion des placements et fournit des produits et des services dans des territoires à l'extérieur de l'Amérique du Nord. Fidelity, Fidelity International, le logo Fidelity International et le symbole F sont des marques de commerce de FIL Limited. Fidelity ne fait que transmettre des renseignements sur les produits et services, et ne fournit aucun conseil en placement fondé sur la situation personnelle des investisseurs.

© 2026 Fidelity Investments Canada s.r.l. Tous droits réservés.

FCI-4554050 07/26 4630465-v2026721